

## San Francisco: le royaume des biotechnologies

**CAROLE THIBAudeau**

« Les biotechnologies ne sont pas une promesse futuriste, elles sont déjà parmi nous, dans les nouveaux médicaments et dans l'industrie agroalimentaire. On sauve déjà beaucoup de vie grâce à cette nouvelle génération de médicaments. Et actuellement, de nombreux médicaments issus de la biotechnologie en sont à l'étape finale des tests cliniques. »

Ronald Cape, montréalais d'origine, est un des piliers de l'industrie des biotechnologies à San Francisco. Cette région est à la biotechnologie, en ces années 80, ce que fut la « Silicon Valley » à l'informatique dans les années 70. Plus de 30 p. cent des compagnies de biotechnologies des États-Unis y sont concentrées.

Comment cela se fait-il? Peut-être tout simplement parce qu'il y a 18 ans, Ronald Cape y a fondé Cetus, la première compagnie de biotechnologie au monde. Cette semaine, il donnait une conférence au troisième Colloque de biotechnologie de l'Université de Montréal, sur l'importance des liens université-industrie.

Ronald Cape, montréalais d'origine, a obtenu son doctorat en biochimie à l'Université McGill. « A ce moment, on consi-



Le biochimiste Ronald Cape, devant le McIntyre building de l'Université McGill, où il a fait ses études.

PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

dérait que l'Université de Californie à Berkeley était un des endroits les plus avant-gardistes en recherche. Durant trois ans, j'y ai poursuivi des études post-doctorales sur la génétique des virus. »

Au début des années 70, le génie génétique, qui permet de créer de nouvelles espèces vivantes, soulève l'enthousiasme des

chercheurs et de quelques hommes d'affaires. La recombinaison génétique et les anticorps monoclonaux viennent d'apparaître en scène.

Les importantes compagnies pharmaceutiques, concernées au premier chef, n'investiraient jamais dans des domaines aussi jeunes, mais il est bien connu qu'el-

les sont conservatrices. Ronald Cape, lui, ne l'est pas. En 1971, il fonde Cetus Corporation. C'est à Cetus qu'on doit l'interleukine-2, ce médicament qui donne des résultats inégalés dans certains types de cancer.

### Tout le monde le fait

« Pour moi, ce fut quelque chose de relativement facile, de fonder Cetus, relate le biochimiste. Je viens d'une famille impliquée dans les affaires, plus précisément au sein de la compagnie de cosmétiques et de savons Neutrogena. Et puis, j'ai eu la chance d'être au bon endroit au bon moment. En Californie, le capital de risque est disponible, ce qui n'est pas le cas au Canada. L'ambiance qui règne là-bas est un soutien incomparable pour les jeunes entrepreneurs. Les biotechnologies promettaient. Il semblait logique de mettre sur pied une entreprise. Là-bas, on a l'impression que tout le monde le fait! »

M. Cape estime que les jeunes chercheurs qui ont de bonnes idées devraient aller chercher leur financement aux États-Unis. « C'est faisable, soutient le biochimiste. Il suffit de comprendre l'idée que de nos jours, le marché est international. »

Comme dans le cas des ordinateurs, il y a eu un foisonnement de petites compagnies en biotechnologie, mais toutes n'ont pas passé le cap des cinq ans. Parmi les plus solides, citons Genentech, aux États-Unis, mais aussi Allelix, une compagnie canadienne.

Ces compagnies investissent beaucoup en recherche et développement; 40 p. cent du budget annuel dans le cas de Cetus, alors que les grosses compagnies pharmaceutiques investissent au mieux 10 p. cent.

« En biotechnologie, la plupart des plus excitantes découvertes ont été faites par des petites compagnies, relate le biochimiste. Les

géants de l'industrie pharmaceutique ont trop à perdre s'ils investissent dans une nouvelle direction. Seules les petites peuvent prendre le risque de se tromper. Mais quinze ans plus tard, les grandes entreprises ouvrent un département de biotechnologie. Tôt ou tard, il va falloir affronter leur concurrence. »

### Un million d'aiguilles

Une des techniques récemment mise au point par les chercheurs de San Francisco est l'amplification d'un gène, qui va permettre entre autres d'effectuer de meilleurs diagnostics. Prenons le cas du virus du sida, très difficile à détecter dans le sang humain. Un virus est déjà plus difficile à saisir qu'une bactérie, car il s'intègre au matériel génétique de la cellule. Mais dans le cas du virus du sida, le problème se complique du fait que le virus est souvent présent seulement en très petite quantité.

« Supposez que vous n'avez qu'un seul exemplaire d'un virus dissimulé dans le gène d'un globe blanc, dans toute une éprouvette de sang, explique Ronald Cape. Le trouver est à peu près aussi facile que de retrouver une aiguille dans une botte de foin. Mais grâce au procédé d'amplification, on multiplie le gène un million de fois. Cela devient alors plus facile de trouver un million d'aiguilles dans la botte de foin. »

Les trois axes de développement des biotechnologies sont la médecine, l'agriculture et l'industrie.

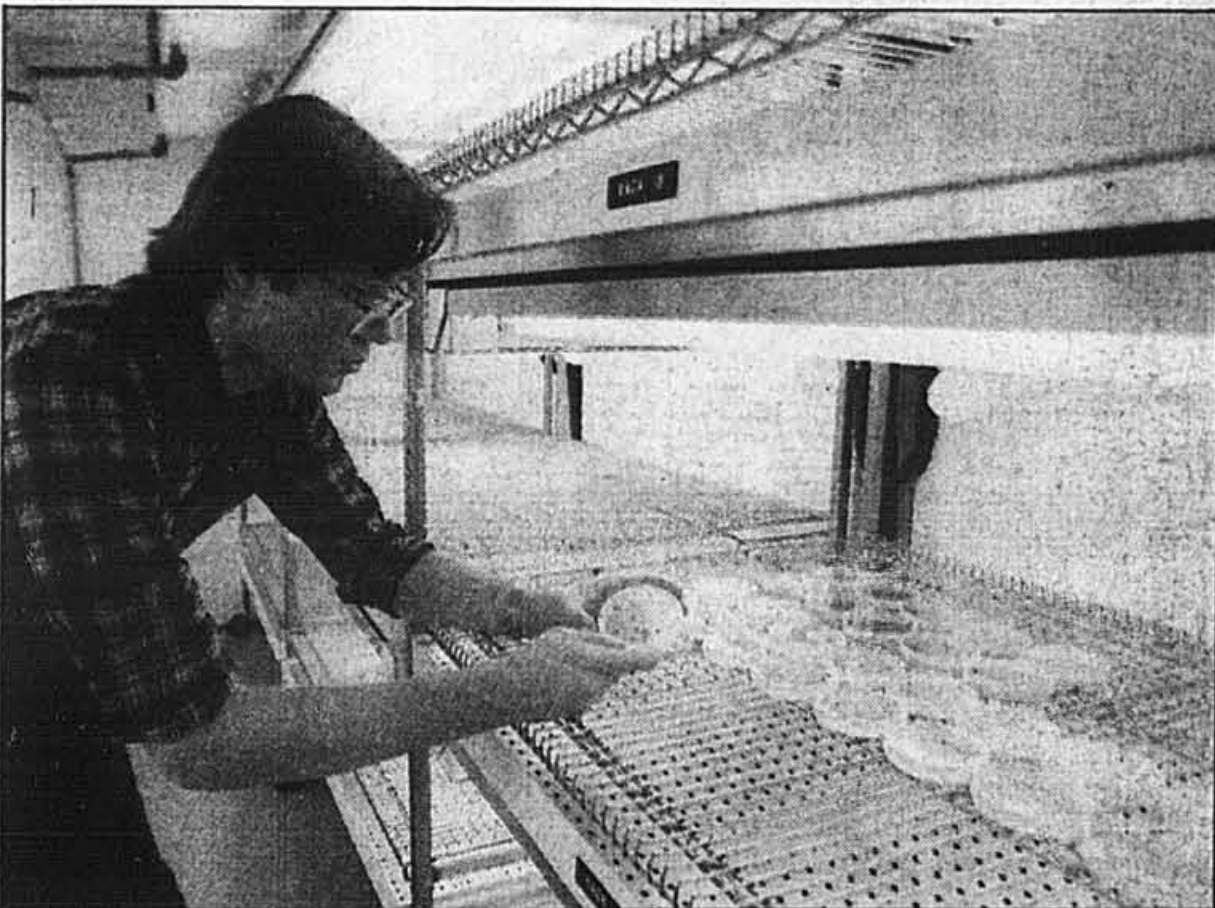
En agriculture particulièrement, les biotechnologies permettent de cultiver avec des méthodes écologiques et économiques: sans pesticides et sans engrais. Il suffit de développer un individu qui résiste aux insectes et aux maladies, ou encore qui est capable de se développer sans engrais. On sait que la synthèse des engrais azotés demande beaucoup d'énergie. Cela sauve des coûts appréciables au producteur de pouvoir se passer de ces fertilisants.



PHOTO La Presse

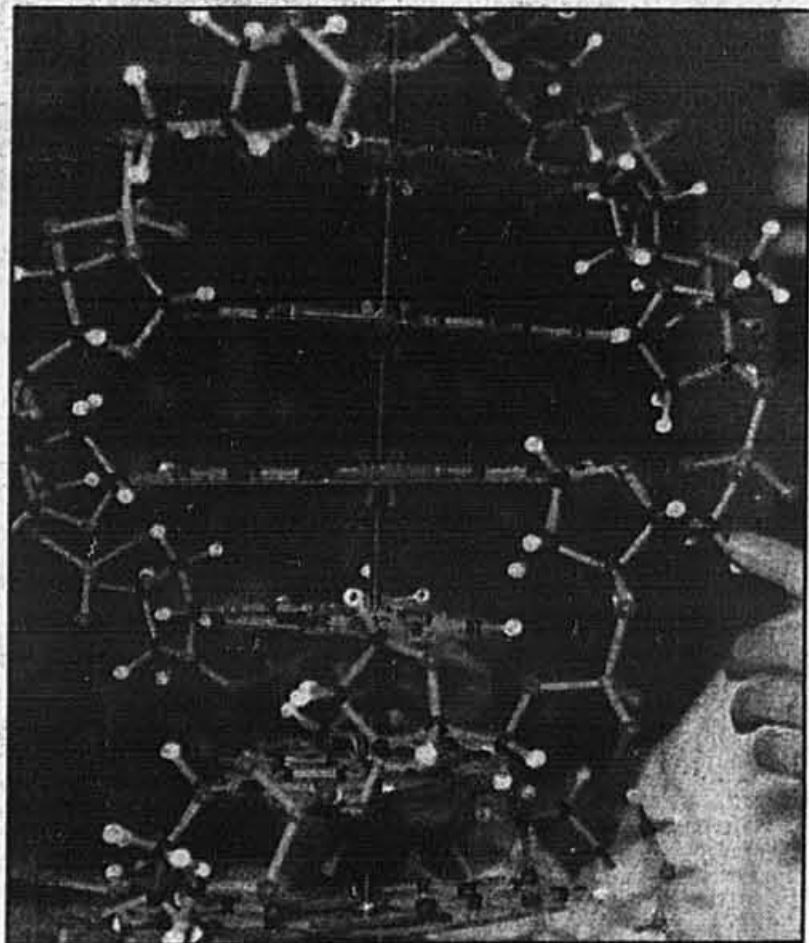
### Un livre pour les jeunes atteint de leucémie

Leucan a lancé jeudi un très joli livre pour enfants, destiné à aider les jeunes leucémiques et leurs familles. « Le coquin petit Bernard », version moderne du « vilain petit canard », raconte l'histoire d'un caneton comme les autres jusqu'au jour où il se réveille couvert de taches bleues. Comme l'explique l'auteure, Sylvie Morin, ce conte permet aux parents et à la famille d'apprivoiser la maladie. L'action nous amène chez les « hérissons à injection », qui n'ont pas des aiguilles ordinaires, à la clairière des baies-amères, au domaine de Lassience, etc., autant de versions fantaisistes de réalités à apprivoiser.



M. Mark Romer, directeur du phytotron de l'Université McGill, examine des vases de pétri qui contiennent des copies identiques d'une même fleur. La biotechnologie permet de multiplier quasiment à l'infini un même individu.

PHOTOTHÈQUE La Presse



Une molécule d'ADN: c'est au stade moléculaire que se jouent maintenant les grandes découvertes en biologie et en médecine.

PHOTOTHÈQUE La Presse



### Téléphone de poche

Une nouvelle génération de téléphones cellulaires arrive sur le marché canadien cette semaine: le téléphone personnel, ou encore téléphone de poche. Fini le temps où le téléphone cellulaire ne fonctionnait qu'avec l'encombrante valise qu'il fallait trainer avec lui. Le format régulier pèse 344 grammes (moins d'une livre) et occupe 259 centimètres cubes. Le prix suggéré est moins modeste: \$5 500.

## A TIRE-D'AILE...

### La tourterelle et l'homme: une belle symbiose

**PIERRE GINGRAS**

Les tourterelles sont-elles plus nombreuses que par le passé au Québec? Si la propagation de cette espèce semble évidente dans la province, il n'existe néanmoins pas d'études scientifiques permettant de quantifier le phénomène.

Par exemple, la compilation des observations effectuées au cours de l'élaboration de l'Atlas des oiseaux nicheurs du Québec démontre la présence de l'espèce en des endroits dont elle semblait absente voici dix ou 15 ans.

C'est notamment le cas à l'île d'Anticosti, sur la basse côte Nord, ou encore en certaines régions éloignées comme celle de Témiscamingue ou du lac Saint-Jean. Il convient d'ajouter que

les ornithologues amateurs étaient, eux aussi, plus rares à l'époque, ce qui pouvait limiter la diffusion des observations.

Selon l'un des responsables de l'Atlas pour le Service canadien de la faune, M. Yves Aubry, cette compilation de données recueillies au cours des cinq dernières années semble démontrer l'étroite association de l'oiseau et de l'activité humaine, notamment à l'agriculture.

#### De la Basse-Côte-Nord au Témiscamingue

M. Aubry dit que les oiseaux se sont répandus en suivant les routes, se nourrissant des graminées qui poussent le long des fossés où ils trouvaient aussi du gravier pour faciliter leur digestion, un luxe inexistant en milieu forestier. Le régime alimentaire de cette cousine du pigeon comporte d'ailleurs 98 p. cent de graines de toutes sortes.

Certains auteurs imputent également cette expansion à l'installation de plus en plus fréquente

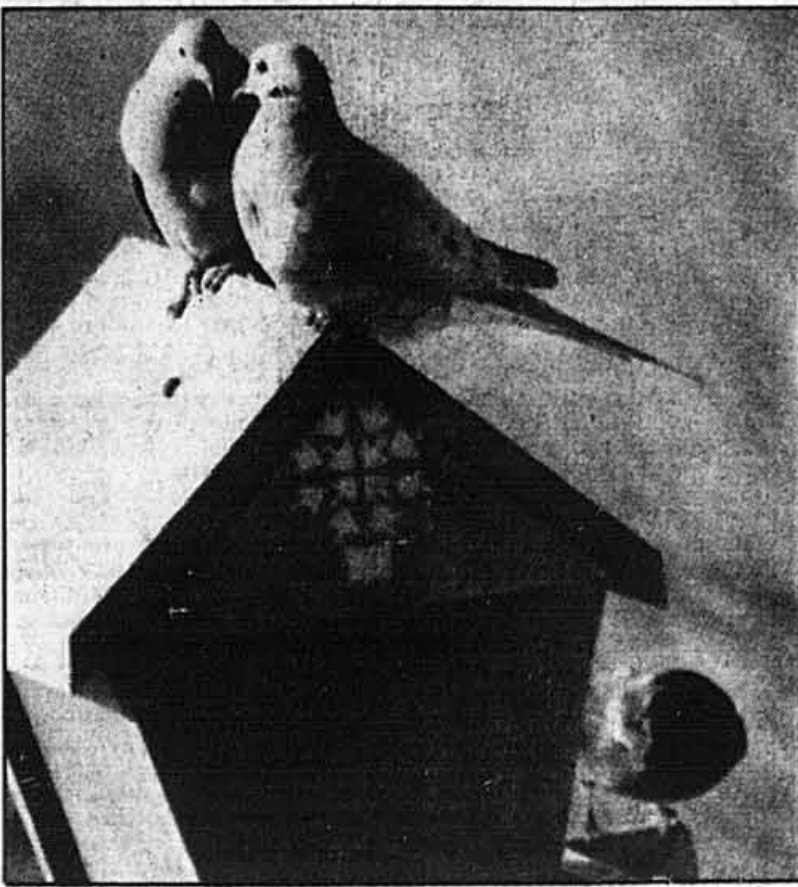


PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

### une belle symbiose

de postes d'alimentation pendant l'hiver. On affirme souvent que l'oiseau qui hiverne dans un territoire donné niche habituellement au même endroit l'été suivant.

Ainsi trouve-t-on la tourterelle triste au Témiscamingue (Ville-Marie), en Abitibi (La Sarre et quelques mentions également à la baie James), en Mauricie (La Tuque) au Saguenay et Lac-Saint-Jean, dans l'Outaouais (Hull, Maniwaki, Mont-Laurier), à Baie-Comeau, Sept-Îles et même Havre-Saint-Pierre. Mais elle reste absente de Schefferville, un coin inaccessible par route. Elle est cependant présente aux Îles-de-la-Madeleine. On la retrouve aussi dans toute la péninsule gaspésienne, mais c'est surtout dans le sud du Québec que l'oiseau niche en permanence.

Rappelons que la tourterelle triste est presque partout en Amérique du Nord, de l'Alaska au Mexique. Dans les régions nordiques, elle émigre habituel-

lement un peu au sud de son aire de nidification. Comme c'est aussi le cas pour le carouge à épaulettes, certains la considèrent comme l'oiseau le plus abondant sur le continent: on parle de 400 millions de tourterelles, mais les chasseurs américains en abattent 30 millions chaque automne.

Chez nous, l'oiseau niche habituellement en mai. C'est le mâle qui couve le jour, la femelle prenant la relève la nuit. Tout indique que les tourterelles s'accouplent pour la vie. Le nid est un amas de branchages dans un conifère et l'incubation est d'environ 15 jours. On compte habituellement deux nichées par année.

Selon l'auteur John K. Terres, la mortalité atteint 70 p. cent au cours de la première année d'existence mais un spécimen bague à déjà atteint l'âge de 10 ans.

Le carnet d'observation en page B 4

## Le Japon en quête d'un idéal

Ihei Aoki, secrétaire du premier ministre du Japon, est mort. Ihei Aoki n'est pas mort de mort naturelle. Il s'est suicidé. La cause de ce suicide n'est nullement mystérieuse. Le malheureux s'est enlevé la vie quelques heures à peine après l'annonce de la démission du premier ministre pour cause de scandale financier.

C'est le secrétaire qui se tue, mais c'est le premier ministre qui a dû reconnaître qu'il n'avait pas dit toute la vérité au parlement et que, contrairement à ses dénégations passées, il avait bel et bien reçu des pots-de-vin. Les petits cadeaux font les bons amis, mais à M. Takeshita parvenaient des cadeaux totalisant facilement le million de dollars.



Les journaux et autres médias ont déjà raconté par le menu détail les méthodes employées par un jeune affairiste très ambitieux, désireux de mettre les hommes politiques influents dans son jeu pour faire avancer une agence fondée par lui, portant le nom de «Recruit». Recruit recrutait dans le commerce des petites annonces, dans l'immobilier, mais recrutait aussi des fonds pour les partis politiques, par l'organisation d'événements mondains extravagants. En une occasion, l'agence a dis-

tribué des actions avant leur introduction en Bourse; après leur cotation en Bourse, les actions ont pris une valeur dont ont bénéficié les amis politiques.

Plus de 150 personnalités du monde politique ou proches du monde politique ont bénéficié de ces combines illégales. Trois ministres avaient démissionné, une douzaine de personnes avaient été arrêtées, avant que ne survienne la démission de M. Takeshita.

Au Japon, comme ailleurs, les élections ne se font pas avec des prières... Les Japonais n'ont donc rien inventé. On reste néanmoins à court d'explications devant l'ampleur d'un phénomène qui lie, comme nulle part ailleurs dans les pays avancés, la politique et l'activité économique. Certes, il y a de la corruption au Zimbabwe. Mais qui voudra comparer l'ancienne Rhodésie au Japon moderne, premier créancier du monde, premier sur presque tous les tableaux? Dans le domaine de la télévision, Tokyo vient de réaliser une autre percée.

Le contraste est violent entre des mœurs politiques qu'on s'attend à trouver chez des peuples enfants et l'incontestable leadership qu'exerce, par ailleurs, le Japon dans tant de domaines. Le scandale est courant, la corruption permanente. On ne compte plus le nombre de «victimes» qu'a faites dans les rangs ministériels depuis 40 ans l'âpreté au gain. M. Nakasone, prédécesseur de M. Takeshita, n'est pas indemne.

Le pouvoir finit par corrompre et le Parti libéral démocrate a peut-être été au pouvoir trop longtemps. Le système des partis a été plaqué par les Américains sur une société japonaise qui n'en demandait pas tant.

Vaincu, prostré, le Japon de 1945 ne pouvait qu'aspirer à la croissance économique. Le but a été non seulement atteint mais dépassé. Ne trouvant plus d'emploi dans les formations militaires traditionnelles, le sens du devoir et des hiérarchies s'exerce dans les affaires, la finance et l'industrie.

Il s'ensuit un isolement politique dont il est difficile de dire si le pays le subit ou s'y complait. Le Japon manque tout bêtement d'idéal. C'est le jugement que porte Helmut Schmidt, qui eut à diriger un pays (la RFA) dont l'histoire contemporaine est comparable à celle du Japon, quand il écrit: «Beaucoup de Japonais se rendent compte que la croissance économique ne suffit pas à donner un sens à l'existence et que le pays a besoin d'un renouveau à sa conscience politique et intellectuelle.»

M. Takeshita lui-même souscrirait à ce jugement, lui qui dit démissionner «pour que le peuple reprenne confiance en la politique». Mais rien ne prouve que M. Takeshita soit parti pour de bon...

Guy CORMIER

### Lecture

#### Après le libre-échange

PIERRE VENNAT

Libre-échange canado-éricain s'est avéré, aussi bien en pratique qu'en théorie, la seule solution crédible et valable aux difficultés de l'économie canadienne.

Cela dit, l'inévitabilité du libre-échange ne devrait cependant pas nous conduire à avaliser la problématique qui a prévalu tout au long de la récente ronde de négociations avec les Américains, ni la stratégie privilégiée par les négociateurs du gouvernement Mulroney, ni non plus les concessions qui ont été faites. On peut, en toute légitimité, être en faveur d'une institutionnalisation des échanges canado-américains et cependant s'opposer aux termes, voire à certaines formulations, de l'Accord du 2 janvier 1988.

Il est en effet navrant de constater qu'autant de concessions aient été consenties par le gouvernement Mulroney d'un côté, tandis que, de l'autre, les adversaires du pacte demeurent encore à ce point trop souvent enfermés dans des positions indéfendables que toutes les données économiques et historiques contredisent.

En principe, donc, il n'y a plus à l'heure actuelle qu'une

seule solution de rechange au libre-échange: la réouverture des négociations avec les Américains.

Cette solution est cependant difficile à réaliser pour au moins deux raisons. Premièrement, parce que le risque est grand que les Américains prennent prétexte de la réouverture pour gagner à la pièce, dossier après dossier, davantage encore que ce qu'ils ont obtenu jusqu'à présent. Deuxièmement, l'expérience canadienne en matière de politique industrielle est loin d'être édifiante.

Alors, que faire?

Dorval Brunelle et Christian Deblock, deux universitaires de l'Université du Québec à Montréal, qui se sont fait notamment connaître dans la revue *Interventions économiques*, se sont penchés sur le problème dans un volume extrêmement intéressant et facile d'accès même pour les profanes en économie: *Le libre-échange par défaut*.

Selon eux, notre première préoccupation devrait porter sur l'état de santé économique et politique de notre futur partenaire, les États-Unis, lequel, soit dit en passant, est inquiétant. Et puis, il y aurait lieu de développer des stratégies communes avec le Mexique, troisième acteur de l'axe nord-américain.

*Le libre-échange par défaut*, Dorval Brunelle et Christian Deblock, VLB éditeur.



(Droits réservés)

## À la défense de Louise

À la suite des récents articles de notre chroniqueur Pierre Foglia à la défense d'une mère accusée d'avoir eu pour son enfant un comportement incestueux (*L'histoire de Louise*), quelques femmes ont rédigé un texte et l'ont fait circuler. En l'espace de quelques semaines, elles ont recueilli pas moins de 278 signatures, y compris celles de psychologues, sexologues, travailleuses et intervenantes sociales, enseignantes, artistes, avocates, etc. Voici le texte en question.

■ Nous avons lu *L'histoire de Louise* dans *La Presse* du 13 au 18 mars. Nous sommes de celles qui dénoncent depuis longtemps toutes les formes d'abus faits aux enfants. Nous sommes aussi de celles qui embrassent leurs enfants «partout partout», qui prennent leur bain avec eux-elles, qui les massent, les caressent et leur font plein de gros câlins. Louise est comme nous.

Nous sommes indignées d'un jugement qui ne fait pas la différence entre des gestes posés par un(e) adulte à l'égard d'un(e) enfant pour obtenir une gratification sexuelle et les gestes posés par Louise, tels que décrits dans la chronique de monsieur Pierre Foglia. Pendant ce temps, des milliers d'enfants abusé(s) violé(s), maltraité(s), négligé(s), demandent de l'aide et attendent des mois et des mois avant d'obtenir des services.

Nous demandons au système judiciaire et aux services sociaux concernés de réviser leurs décisions dans le cas de Louise en distinguant entre leur inconfort face à des choix de vie différents des leurs et des situations d'abus sexuels exercés la plupart du temps dans la clandestinité et la honte.

Extraits d'une lettre adressée au président du Comité de la protection de la jeunesse, M. Vaughan Dowie.

■ Une agression à caractère sexuel est un acte de domination, d'humiliation, de pouvoir, de violence, vécue principalement par les femmes et les enfants. Elle se produit dès qu'on impose, contre la volonté, des attitudes, des paroles, des gestes à connotation sexuelle, en utilisant l'intimidation, la menace, le chantage, la violence verbale, physique, psychologique.

Or, «l'histoire de Louise», parue dans le journal *La Presse* du 13 au 18 mars dernier, ne correspond pas à notre compréhension des agressions à caractère sexuel, ni à notre expérience auprès de milliers de femmes et enfants qui en sont victimes.

Nous sommes indignées que les services sociaux et le système judiciaire n'aient pas fait la différence entre les gestes posés par Louise, tels que décrits dans la chronique de monsieur Foglia, et les situations d'agressions à caractère sexuel. L'inconfort face à des choix de vie différents, c'est une chose; les agressions à caractère sexuel, c'est autre chose.

Diane LEMIEUX  
au nom du Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel

### La boîte aux lettres

## La Presse a-t-elle publié une annonce raciste?

Dans une lettre adressée au président et éditeur de *La Presse*, M. Roger D. Landry, le président de la Commission des droits de la personne du Québec, M. Jacques Lachapelle, a récemment reproché au journal d'avoir publié une annonce discriminatoire. Nous publions la correspondance que les deux présidents ont échangée à ce propos.

Monsieur Roger D. Landry  
Président et éditeur  
*La Presse*

■ Dans une récente édition de *La Presse*, vous avez publié une annonce publicitaire de la station de radio CJMS sur son émission «Le journal du midi», diffusée le jour même et portant sur la violence dans le métro. Sur fond de photo illustrant exclusivement des personnes appartenant à des minorités visibles et ethniques dans un wagon de métro d'une ville étrangère, la question posée est: «Êtes-vous vraiment en danger dans le métro de Montréal?»

Il est normal qu'une station de radio cherche, par la publicité, à attirer des auditeurs. Pour la Commission toutefois, l'annonce publiée, par la dimension et l'impact de la photo, a un effet pernicieux par l'équation qu'elle établit entre violence et minorités. Le procédé utilisé dans cette annonce suggère en effet que la violence dans les transports en commun est le fait de personnes issues de minorités visibles et ethniques. Elle projette une image faussée des minorités et jette ainsi le discrédit sur l'ensemble des communautés culturelles.

La Commission trouve la publication de cette annonce d'autant plus inadmissible

qu'elle a paru la veille de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale décrétée par les Nations unies, alors que les gouvernements, les organismes et les groupes unissent leurs efforts pour susciter l'acceptation mutuelle des Québécois de toutes origines.

Vous n'êtes pas sans savoir que le rôle privilégié et le pouvoir des médias dans la société supposent l'exercice d'une certaine éthique. Est-il nécessaire de rappeler:

- la prudence qui doit inspirer les politiques des médias, qui doivent être éminemment conscients que les clichés, les stéréotypes et les préjugés véhiculés risquent d'ancre le public dans des images partielles et souvent déformées de la réalité, donnant lieu à des généralisations abusives qui conduisent fréquemment au mépris, à l'exclusion et à la discrimination;
- le rôle positif que peuvent et doivent jouer les médias dans la lutte contre les préjugés envers les minorités;
- la vigilance qui doit être exercée afin d'éviter que la liberté d'expression des uns ne soit utilisée au mépris du droit des autres au respect de leurs libertés et droits fondamentaux.

Si ces principes valent pour les contenus informatifs et éditoriaux des médias, ils valent également pour les contenus des annonces publicitaires. La force des images ne doit pas être minimisée, surtout dans un contexte où un grand nombre de personnes peuvent se sentir en état d'insécurité par suite d'événements violents comme ceux qui sont survenus cette fin de semaine dans le métro de Montréal.

l'ose espérer, Monsieur le Président, que vous prendrez les mesures qui s'imposent pour que le service de publicité de l'entreprise que vous dirigez s'assure, à l'avenir, que les textes publicitaires publiés dans vos pages respectent les minorités ethniques et visibles. J'ose espérer que vous accepterez de publier la présente dans une très prochaine édition de *La Presse*.

Le président,  
Jacques LACHAPELLE

Voici la réponse que le président et éditeur de *La Presse* faisait parvenir à M. Lachapelle.

Monsieur le Président,

■ Je prends connaissance de la lettre que vous m'avez adressée suite à la publication dans les pages de *La Presse* (et aussi dans les pages d'un autre quotidien de Montréal) d'une annonce publicitaire sur une émission radiophonique traitant de la violence dans le métro.

Il existe une vieille querelle autour de l'émission d'armes aux policiers. «Il faut les désarmer!», disent les abolitionnistes. «Que Messieurs les bandits désarment les premiers!», rétorquent les autres.

Ne sommes-nous pas en train de transporter cette histoire chez nous? Qui donc a besoin de protection: les agresseurs ou les agressés?

De là mon étonnement devant la virulence de la charge que vous portez à *La Presse*, une charge que vous assortissez d'une notable confusion entre «violence» et «discrimination raciale», que vous assaisonnez également de sages conseils sur la manière d'exercer notre rôle et nos responsabilités.

Mais les faits, Monsieur le Président, les faits, quels sont-ils?

- n'est-ce pas un fait que le métro est devenu depuis quelque temps le lieu privilégié d'une violence inacceptable?
- même si jamais ni *La Presse*, ni moi-même n'avons nommément attribué ces méfaits à quelque «minorité visible et ethnique» (comme s'il pouvait exister des minorités non visibles et non ethniques!) n'y a-t-il quand même pas là un élément de fait que l'information recueillie et diffusée par l'ensemble des médias a démontré?
- n'est-ce pas un fait qu'à la liberté d'expression s'associe la responsabilité de dire les choses telles qu'elles sont?

À mon tour, Monsieur le Président, de vous rappeler certaines choses. Entre autres:

- que *La Presse* est le seul quotidien de langue française en Amérique à avoir attiré une journaliste aux ethnies qui font partie du tissu social de la Métropole, et que ce travail a été couronné de plusieurs prix prestigieux; n'est-ce pas là un rôle positif?
- que *La Presse* a publié tout récemment une importante série sur les Noirs de Montréal, dont on ne peut pas dire qu'elle ait «jeté le discrédit sur l'ensemble des communautés culturelles»;
- que *La Presse* n'exerce aucune censure, que ce soit à l'égard des orientations sexuelles particulières comme à l'égard des faits tels qu'ils sont, et dans ce cas précis comme ils sont à Washington, à New York, à Paris, à Montréal; elle n'allait sûrement pas cen-

surer l'annonce dont vous parlez;

- et enfin, qu'entre agresseurs et agressés, *La Presse* se portera toujours à la défense de ces derniers.

Ceci étant dit, je suis tout à fait disposé à publier, comme vous m'y conviez, votre lettre dans *La Presse*. Elle sera, bien sûr, assortie de ma réponse.

Roger D. LANDRY

Enfin, le président de la Commission accusait réception en ces termes:

Monsieur le Président,

■ J'ai bien reçu votre lettre du 29 mars dernier à la suite de la mienne au sujet de l'annonce parue dans le journal *La Presse* en date du 20 mars.

Vous me permettez sûrement quelques commentaires sur vos propos.

Vous me rappelez des faits qui vous semblent indéniables. Je ne puis qu'être d'accord avec le premier et le troisième de ces postulats. Je crois cependant, contrairement à ce que vous affirmez dans une formule interrogative (premier paragraphe de la page 2) qu'il n'y a pas de preuve que cette violence dans le métro puisse être attribuable aux membres des minorités visibles et ethniques.

L'objet de mes commentaires ne visait surtout pas à dénigrer le travail que fait *La Presse* pour les communautés culturelles; je voulais attirer votre attention et celle de vos lecteurs sur les effets pernicieux de cette publicité.

Je vous suis reconnaissant de publier ma lettre dans vos pages.

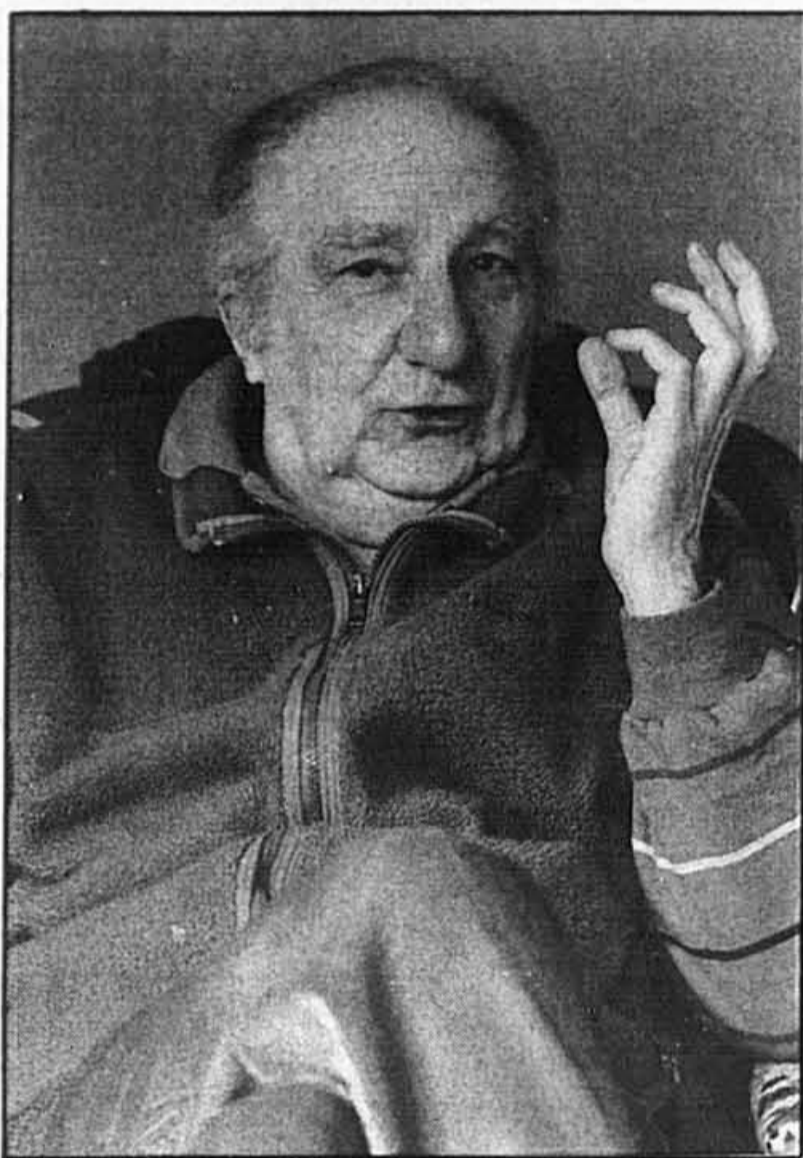
Le Président,  
Jacques LACHAPELLE

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ

SEMAINE DU 30 AVRIL 1989

## La personnalité de la semaine

**Pionnier de l'Office national du film qui fête ses 50 ans, Jacques Bobet est devenu au fil des ans Monsieur ONF**



JACQUES BOBET

**«Il faut réaffirmer le mandat culturel de l'Office, accroître son budget, engager de jeunes réalisateurs pour avoir une véritable relève.»**

SERGE DUSSAULT

nier de la culture qu'était Grierson.»

### Apprendre sur le tas

**N**otre personnalité aura 50 ans le 2 mai. On l'appelle ONF quand on n'est pas de la maison et l'Office si on y travaille.

Pour fêter cet anniversaire, il fallait trouver quelqu'un qui incarne la boîte (les critères du jury de la *Personnalité de la semaine* ne permettent pas de désigner une institution). Il fallait que cette personne fut longtemps associée à cet organisme sans lequel notre cinéma ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui.

Qui choisir? L'Office national du Film a perdu son grand patron en décembre. Celle qui le remplace n'est là que pour assurer l'intérim; et depuis trop peu longtemps pour avoir vraiment des souvenirs. Nous avons consulté. Un nom s'est imposé. Celui de Jacques Bobet.

«Je suis arrivé en 1947, quelques semaines après le départ de Grierson...»

Grierson (John) c'est le fondateur de l'Office national du film. Célèbre documentariste britannique, il a marqué l'Office de sa personnalité.

«Quand on y pense, dit Jacques Bobet, c'était une folie incroyable, l'ONF, une drôle de patente, avec un relent de socialisme. Le plus curieux, c'est que le premier ministre de l'époque, Mackenzie King, qui n'était pas un révolutionnaire, s'entendait très bien avec ce grand bouca-

L'ONF a commencé dans une «baraque désaffectée» à Ottawa. Il n'y avait pas de cinéastes canadiens. Il fallut en former. On apprenait sur le tas.

Quelques mois après la fondation de l'Office national du film, la guerre éclatait.

«L'Office avait pour mandat de participer à l'effort de guerre. Grierson a fait venir d'Angleterre des gens solides. Notamment Norman McLaren. Ils avaient le goût du travail minutieux.»

Jacques Bobet est entré à l'ONF comme responsable des versions françaises de films tournés en anglais. Il réalise ensuite quelques films et, en 1956, devient producteur.

Ce qui a vraiment fait connaître l'ONF dans le monde, rappelle-t-il, c'est le *candid eye* du côté anglais et le *cinéma vérité* de la production française. Et, bien sûr, le cinéma d'animation. Le nom de McLaren est connu dans le monde entier.

### La vérité ne plaît pas à tous

Mais la vérité au cinéma ne plaisait pas à tout le monde.

«Les gens ordinaires ne sont pas gênés devant la caméra, ils n'ont rien à cacher. Mais les classes plus riches, conscientes d'avoir des privilèges, n'aimaient pas se voir sur les écrans...»

Il y a eu des frictions. Des films sont restés sur les tablettes. On est au coton de Denys Arcand, par exemple.

Puis, tranquillement, l'ONF s'est tourné vers la production de longs métrages de fiction.

«Les cinéastes de l'Office prenaient de la maturité, le tempérament de chacun s'affirmait. Des réalisateurs comme Gilles Carle ou Anne-Claire Poirier voulaient voir leur nom sur les marquées de cinéma. Michel Brault, avec *Les Ordres*, a superbement combiné fiction et documentaire...»

### Un métier de «catalyseur»

Son métier de producteur, Jacques Bobet l'a aimé. Un métier de «catalyseur», dit-il. Avec des cinéastes aux personnalités fortes. Et pas toujours faciles. Bobet partageait leur enthousiasme. Il défendait leurs projets.

Parmi les films qu'il a produits au fil des ans: *La France sur un caillou* de Claude Fournier et Gilles Groulx, *La Lutte* — premier film marquant du cinéma vérité onéfien — de Fournier et Brault, *Le Chat dans le sac* de Groulx, *Le Pays de la terre sans arbre* de Pierre Perrault, *Deux Episodes dans la vie d'Hubert Aquin* de Jacques Godbout... Il n'est pas peu fier d'avoir été le maître d'oeuvre du film officiel des Jeux olympiques de 1976. Et celui du film sur les Jeux du Commonwealth trois ans plus tard (*Edmonton... et comment s'y rendre*).

À la retraite depuis quatre ans, Jacques Bobet demeure très actif.

«Je suis retourné à l'université pour étudier (à Vincent d'Indy) l'harmonie et le contrepoint. Et j'écris des scénarios, dont celui de *La Grenouille et la baleine*. J'en ai toujours un ou deux en marche...»

### L'avenir de l'ONF

Et l'avenir de l'Office national du Film?

«Avec le libre-échange et le Lac Meech nous avons besoin plus que jamais d'institutions culturelles comme l'Office. Pourquoi? Parce que tous les éléments de notre culture seront remis en question. Il ne suffit plus d'informer, il faut aussi expliquer ce qui s'en vient, réclamer que l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons ne soient pas pollués... L'Accord du lac Meech peut donner aux relations des provinces avec Ottawa une souplesse qu'elles n'ont pas toujours eue. Mais on parle aussi de balkanisation, de morcellement du Canada. Il faut réaffirmer le mandat culturel de l'Office, accroître son budget, engager une dizaine de jeunes réalisateurs pour avoir une véritable relève. Tant qu'on n'a pas les moyens d'augmenter le personnel, on respire toujours le même air...»

Le mot de la fin de celui dont on peut dire encore qu'il est Monsieur ONF: «Si j'étais le gouvernement, je garderais l'Office comme un de nos biens les plus précieux.»

*Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie, l'excellence naît de l'effort.*



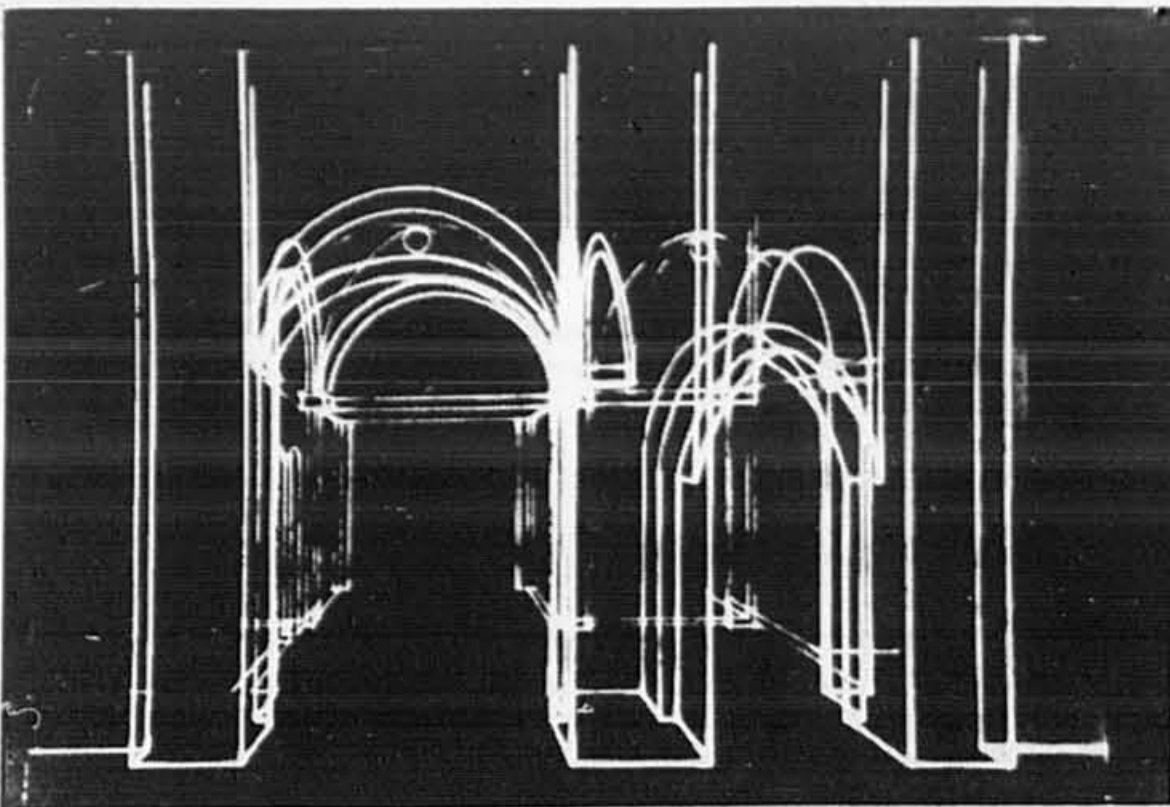
Air Canada



# Je pense donc je lis

La Presse

## Infosphere



Extrait de «Financement de la Nuit du 4 août 1789», l'entrée de la Salle des Gardes de la Bastille de Gérard Boisard, France.

## Images du Futur: un thème «révolutionnaire»

YVES  
LECLERC

collaboration spéciale



Qu'y a-t-il de commun entre les sans-culottes, la fibre optique, l'holographie et les images de synthèse créées par ordinateur? Pas grand-chose en soi. Sauf que cette année, les organisateurs de l'exposition «Images du Futur» qui se tient chaque été dans le Vieux Port ont décidé de se donner comme thème le bicentenaire de la Révolution française.

Et ils ont commandé une quarantaine d'œuvres sur le sujet à autant d'artistes ou de groupes qui œuvrent dans le domaine des nouvelles technologies. Si bien qu'on aura droit à une Bastille en fibre optique, à une reconstitution en animation par ordinateur de ce qu'était Paris en 1789, à des «sculptures vidéo» du peintre David et du révolutionnaire Marat, à un hologramme de Marianne, à un «Almanach de la Révolution» sur Macintosh avec écran tactile, etc.

l'imagine que les responsables parisiens de l'organisation des fêtes du Bicentenaire ont dû sursauter en voyant la liste de ces projets, et l'approche adoptée. Ils ont fini par se laisser convaincre de leur accorder une reconnaissance officielle.

En apparence, Images du Futur a peu à voir avec la bureaucratie et les technologies de communication qui sont le thème principal de cette chro-

nique. Pourtant, ce que montre l'équipe dirigée par Ginette Major et Hervé Fischer est souvent réalisé au moyen des techniques et des outils dont on aura à se servir demain.

### Orientation grand public

Il existe bien sûr un grand nombre de conférences et de salons de l'image numérisée et du graphisme informatisé. Le mieux connu est sans doute le Siggraph américain, qui se tient habituellement en août chaque année. Mais tous ces événements ont une orientation presque entièrement technologique, et ils visent strictement les spécialistes et les techniciens.

L'originalité d'Images du Futur est que ses auteurs ont choisi il y a quatre ans déjà d'explorer et de montrer la relation entre les nouvelles technologies et la culture et l'art traditionnels. Et de le faire non pas pour les mordus et les experts, mais pour le grand public, dans un cadre «populaire»... sans pour cela faire des compromis sur la thématique ni sur la qualité.

Le défi était de taille, et les débuts ont été incertains. Mais avec plus de 150 000 visiteurs l'an dernier, leur exposition est en train de devenir un des principaux événements mondiaux dans ce domaine quelque peu esotérique.

La plupart des «grands noms» de l'image de synthèse et de la vidéo de pointe s'y retrouvent: japonais, Américains, Français, Britanniques... Au concours qui accompagne l'exposition, à l'issue duquel des prix seront décernés publiquement en septembre, de concurrents d'une quinzaine de pays sont inscrits.

### Ce qui va nous tomber dessus

L'autre attrait de l'événement est la variété des techniques qu'on y retrouve chaque fois. C'est aussi bien la recherche en vidéo «classique» que la création d'animations synthétiques (dont l'ONF entre autres donnera des exemples dans une présentation à l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire) que les images créées par laser en trois dimensions, que l'utilisation de la conception assistée par ordinateur (représentée cette année par Pratt & Whitney).

Or, la façon dont ces technologies sont présentées dans les événements pour spécialistes les rend inaccessibles au grand public; en revanche, les musées et les lieux d'exposition ne sont pas encore équipés, sauf de rares exceptions comme le Museum of Modern Art de New York, pour leur faire justice... et la plupart refusent encore de leur accorder un statut artistique.

De fait, l'utilisation des outils électroniques est bien plus facilement acceptée et beaucoup plus répandue chez les musiciens, grâce en particulier aux synthétiseurs numériques, que dans les arts visuels... alors que les possibilités sont à tout le moins comparables.

De toute façon, nous sommes maintenant inondés d'images électroniques: la quasi totalité des génériques de la télévision, un grand nombre de commerciaux, de plus en plus de films et de spectacles y font appel.

Images du Futur est une occasion de prendre connaissance un peu d'avance de ce qui va nous tomber dessus inévitablement dans deux, trois ou dix ans...

# Des disjoncteurs pour tous les temps

CAROLE THIBAudeau

Des chercheurs québécois d'Hydro-Québec et de la firme Cegelec ont mis au point un disjoncteur exceptionnellement résistant au froid, le premier au monde en son genre. «Le disjoncteur GFX Grand Froid peut effectuer des coupures sur des lignes à plus de 800 000 volts, à -50 degrés Celsius», affirme M. René Lopez, président de Cegelec.

De plus, il est le seul à pouvoir utiliser un gaz pur, le SF<sub>6</sub>, dans des conditions climatiques si draconiennes. Enfin, il est muni d'un micro-processeur qui surveille l'appareil et permet un entretien préventif.

Hydro-Québec et Cegelec, une firme de Laprairie appartenant à la multinationale GEC Alstom, ont investi conjointement \$8 millions pour mettre au point le disjoncteur. L'appareil lui-même vaut trois quarts de million de dollars.

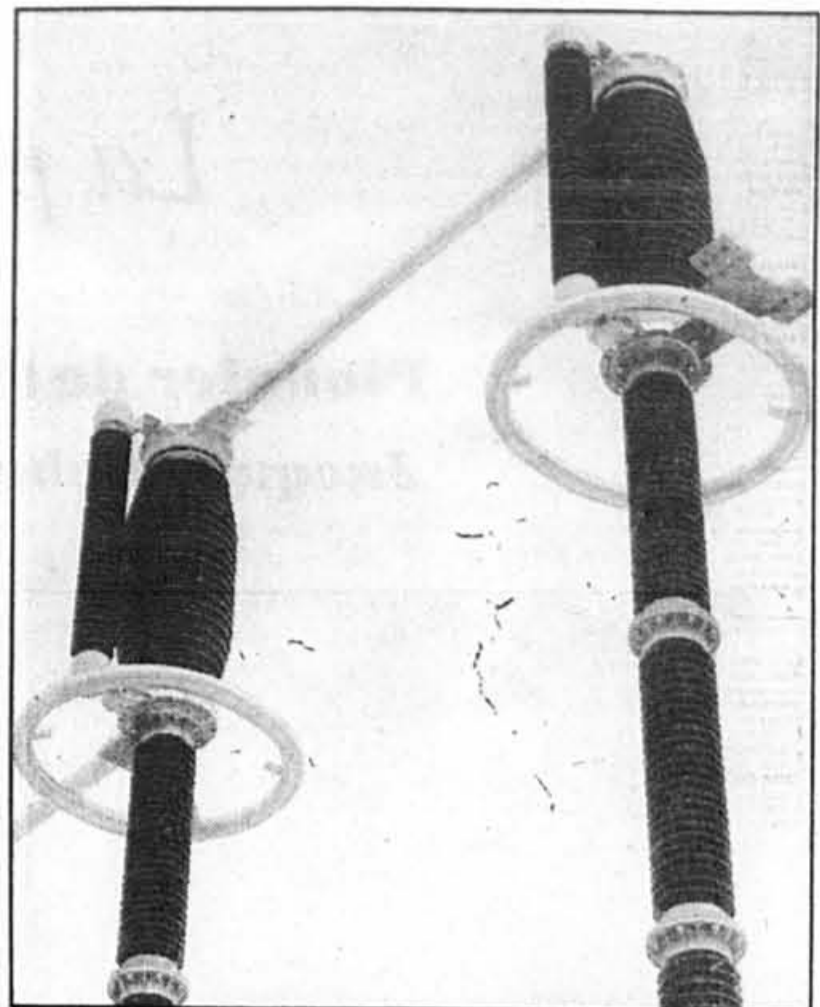
Il s'agit d'un disjoncteur adapté aux lignes de haute tension qui descendent directement de la Baie James. Hydro-Québec en pose une trentaine par année. Ce disjoncteur a l'avantage de pouvoir être utilisé partout, au nord comme au sud de la province. Il est promi à un marché international et M. Lopez s'attend à exporter environ 30 p. cent de son chiffre d'affaires.

Ces disjoncteurs sont utiles lorsqu'il faut couper le courant, soit pour le diriger sur une autre ligne, soit pour protéger la ligne des tempêtes magnétiques ou d'autres risques de surtension.

### Plus isolant que l'air

Lorsqu'on coupe une ligne de haute tension, il se produit un arc électrique lumineux, dû au passage du courant dans l'air. Le gaz qui se trouve dans le nouveau disjoncteur, le SF<sub>6</sub> est un lant que l'air, et il éteint l'arc électrique.

Les disjoncteurs actuellement sur le marché utilisent de l'huile, ou de l'air comprimé, ou encore des mélanges gazeux. L'huile nuit à l'environnement alors que l'air



Le disjoncteur GFX Grand Froid, tel qu'on aura bientôt l'occasion de le voir sur les lignes de haute tension.

comprimé a le désavantage d'être très bruyant.

Quant aux mélanges gazeux, ils sont moins pratiques lorsqu'on vient pour ajouter un peu de gaz lors de l'entretien du disjoncteur: on en sait pas au juste dans quelle proportion tel ou tel gaz s'est échappé.

Le SF<sub>6</sub> est formé d'atomes de soufre et de fluor. Contrairement aux chlorofluorocarbones, ils sont plus lourds que l'air, ce qui fait qu'il ne s'élevait pas jusqu'à la couche d'ozone pour la détruire mais tombent plutôt vers le sol. Le risque pour l'environnement est à toute fin pratique inexistant:

«Les quantités qui fuient sont infimes», de dire M. Lopez.

Curieusement, le SF<sub>6</sub> est utilisé par les chirurgiens pour réparer un décollement de la rétine.

Hydro-Québec et Cegelec ont investi conjointement \$8 millions dans le développement de ce disjoncteur. Le SF<sub>6</sub> est déjà utilisé pour les disjoncteurs ailleurs dans le monde. Au Québec, ce gaz a une faiblesse: il se liquéfie à partir de 50 degrés Celsius. Les chercheurs de Cegelec et d'Hydro-Québec ont réussi à contourner ce problème, en introduisant de nouvelles formes à l'intérieur du disjoncteur.

# Finies les mouches!

Un expert des insectes nuisibles, M. Arthur Carle, met sur le marché des pièges à mouches qui fonctionnent sans produits toxiques et qui sont adaptés soit à la maison, soit à l'étable. Ce piège, en trois jours, réduit considérablement la population de mouches dans un bâtiment.

Le piège attire la mouche grâce à un appât entièrement biodégradable, dont M. Carle conserve le secret. Elles sont saoulées par les émanations et tombent dans le piège dont elles ne peuvent plus sortir. Les femelles sont attirées

les premières et le bourdonnement qu'elles émettent attirent les mâles à leur tour.

M. Carle connaît bien les insectes nuisibles, puisqu'il a été exterminateur durant une trentaine d'années. Lors de l'Expo'67, c'est lui qui était chargé de contrôler les insectes sur les îles. Il y a quelques années, M. Carle obtenait deux brevets pour un type d'insecticide biologique, à base de terre de diatomée. Ce produit est constitué de dépôts d'organismes marins fossilisés. Ces fossiles, inoffensifs pour l'humain, adhe-

rent aux poils de l'insecte et agissent un peu sur lui comme un décapant. L'animal se déshydrate et meurt.

Dans le cas des pièges à mouches, la version domestique est constituée d'un piège en forme d'ampoule, importé de France, à laquelle l'appât biologique est ajouté. Le piège n'est pas efficace contre les insectes piqueurs. Pour s'en procurer, il faut se rendre chez M. Carle ou encore lui écrire, au 2721 rue Plamondon, Longueuil, J4L 1S1.

## Le carnet d'observation

### Le geai bleu en vedette à l'école

Des élèves de l'école «Aux 4 vents», à Mascouche, se sont réjouis de la présence d'un compagnon de classe bien particulier l'automne dernier: un geai bleu. «L'oiseau a rendu visite aux élèves dans leurs classes, parfois durant plusieurs heures, partageant la collation des enfants et jetant le désordre dans les feuilles de notes des profs», précise Anne Tanquary.

Une classe de quatrième année a même célébré le sympathique événement par de petites compositions dont je vous propose celle de Nancy Lauzon, qui fournit le plus de détails.

«Le 5 octobre 1988, un beau jour de classe, le bel oiseau est venu sur le bord de la fenêtre. Marcellin avait accroché un cœur de pomme à une corde et mis des morceaux de pain et de l'eau. Il a ouvert très doucement la fenêtre tout en tirant sur la pomme et l'oiseau est entré dans la classe. Il a picoté dans la pomme et il pensait aussi que la craie du tableau était un morceau de pain. Il a pris le crayon de Marcellin et est parti dans un arbre. Il a échappé le crayon et est allé le chercher. Il est allé dans un autre arbre et l'a laissé tomber. Marcellin a dit: Je n'écrirai plus jamais avec ce crayon: c'est un souvenir».

### Conférence sur la nidification

Le Club d'ornithologie de Longueuil invite le public à une conférence du biologiste François Morneau sur la nidification des oiseaux. Il y aura projection d'une centaine de

diapositives sur le sujet. La rencontre aura lieu le 2 mai, à 19 h, au Centre communautaire St-François-de-Sales, 1545 Est, rue Jacques-Cartier (coin Béliveau), à deux pas de l'hôpital Pierre Boucher. Les frais d'entrée sont de \$3 pour les non-membres. On se renseigne davantage auprès de Michel Sainte-Marie au 846-8269.

### En bref

■ A propos du club de Longueuil, il tente de mettre sur pied un réseau d'alerte téléphonique qui aviserait ses participants de la présence d'oiseaux rares dans la région. Il s'agit d'une variante du Rare Bird Alert, dont l'activité est bien connue aux États-Unis. Les candidats doivent contacter Daniel Daigneault au 677-0259.

■ Des scientifiques français ont prélevé des cellules du cerveau d'une caille pour les greffer à un oeuf d'une poule. A l'éclosion, le cri du poussin ressemblait beaucoup à celui d'une caille, dont l'oisillon portait en outre au front les marques distinctives.

■ Une méprise m'a récemment fait situer le village de Saint-Joseph-du-lac dans les environs de Trois-Rivières, alors qu'il s'agit «d'un charmant village de pommiculteurs au bord du lac des Deux-Montagnes, près du parc Paul-Sauvé» comme le rapporte un lecteur. Mes excuses.

■ D'autres excuses, cette fois pour avoir omis les notices bibliographiques à la fin de la chronique sur le carouge, comme c'est l'usage avec la rédaction d'un texte de cette nature. Les références de base étaient:

les Oiseaux du Canada, de Godfrey, The National Geographic encyclopedia of North American Bird, de Terres, et Le comportement des oiseaux, de Stokes.

■ Comme cela se produit souvent encore, des lecteurs envoient des photos pour publication. Malheureusement, pour diverses raisons techniques allant du format des épreuves à la netteté requise, il nous est impossible de les reproduire.

■ Il y a quelques mois, Mary Boisjoly, une lectrice d'Anjou, a demandé l'identification d'un «petit rapace» qui s'était assoupi en plein jour sur la rampe de son balcon au cours du mois d'août dernier. J'ai récemment reçu la photo du spécimen et il s'agit plutôt d'un engoulevent d'Amérique, une espèce insectivore, qui chasse en hauteur à la brunante et la nuit, et qu'il est rare d'observer de près durant le jour.

■ Richard Guevremont, de Brossard, signale une mésange à tête noire qu'il a vue picorant la dépouille d'un mulot accroché dans un arbre. «Comment ce mulot a-t-il pu mourir là-haut? Abandonné par un hibou ou un autre oiseau? Mystère!» commente-t-il.

C'est une bonne hypothèse que vous faites-là. Il est fort possible, en effet, que votre mulot ait été la proie d'une pie grièche boréale, espèce qui accroche souvent ses captures à une épine ou encore à une petite branche. Le mésange aura profité de cette source de protéine inespérée.

PIERRE GINGRAS

## Médecine

### Un petit cancer, mon lapin?

W. GIFFORD-JONES

collaboration spéciale



Je me rappelle une vieille plaisanterie au sujet d'un touriste qui avait attrapé une blennorragie, ou chaude-pisse, lors d'une

rencontre avec une belle de nuit. Revenu l'année suivante, il revit la péripatéticienne et lui demanda d'un ton grinçant: «Quel est donc le bonus, cet été? Le cancer?»

Cette blague s'est imprégnée de vraisemblance depuis que la recherche a démontré que le cancer peut se communiquer par les ébats sexuels tout comme les maladies infectieuses traditionnelles. Hommes et femmes sont impliqués.

On connaît depuis longtemps le virus provoquant les condyloles, ces petites tumeurs en forme de verrues qui se logent dans les muqueuses génitales ou à l'anus. Ces verrues étaient autrefois rares et apparemment sans conséquence, mais leur propagation épidémique en fait désormais le numéro deux des maladies transmises sexuellement. C'est par millions qu'on en diagnostique les nouveaux cas chaque année, et ils pourraient paver le chemin à une explosion des cancers du col de l'utérus.

Le cancer du col de l'utérus, le plus commun de son genre; tue chaque année quelque 7 000 femmes en Amérique du Nord, et l'on soupçonnait depuis longtemps le rôle d'un virus dans son incidence plus grande chez celles qui ont plusieurs partenaires sexuels, ainsi que parmi les moins de vingt ans sexuellement actives. Les religieuses et les vierges en sont généralement préservées.

Et les soupçons se sont mués en certitude. La biologie moléculaire et les travaux en génétique permettent désormais aux scientifiques de détecter le virus des condyloles, les verrues plus haut mentionnées, dans l'étonnante proportion de 90 p. cent des victimes de cancer du col de l'utérus.

La science moderne a fait une autre découverte. Nous savons qu'un tissu ne devient pas cancéreux du jour au lendemain et que les cellules peuvent mettre des années à devenir, par étapes, malignes. Mais le virus du condylole a été observé dans 90 p. cent des cellules qui devaient se révéler cancéreuses ultérieurement.

À ce jour, on a recensé 52 variétés dudit virus, mais toutes n'aboutissent pas au cancer. On ignore aussi comment le virus du condylole provoque le cancer, mais un rapport publié dans le Journal d'obstétrique et de gynécologie contemporaines par le docteur Alex Ferenczy, de l'Université McGill de Montréal, suggère de façon assez convaincante que le virus agit en conjonction avec un autre agent. Le tabagisme est un facteur évident en raison de la présence de carcinogènes dans la fumée: les fumeuses sont sept fois plus exposées au cancer du col de l'utérus que les autres femmes. L'herpès est également bon collaborateur.

Les statistiques de Ferenczy sont préoccupantes. Il dit que 60 p. cent des partenaires de femmes atteintes présentent les mêmes symptômes sur leur pénis. Ces symptômes ne sont pas toujours visibles à l'oeil nu. Et si l'homme est atteint à son insu, les probabilités de contagion pour la femme vont de 44 à 85 p. cent.

### Les toilettes publiques

Ferenczy a d'autres mauvaises nouvelles.

Voici plusieurs années, une lectrice s'était enquis du comportement recommandé dans les toilettes publiques, où des dames se livrent souvent, un sac à main entre les dents, à des activités semi-acrobatiques. J'avais recommandé péremptoirement de ne jamais s'asseoir en pareil endroit et mon conseil avait déclenché une controverse qui vit plusieurs médecins déplorer les limites de mes connaissances en bactériologie en alléguant la mort immédiate des bactéries sur le siège en question. Mais Ferenczy dit que le virus du condylole peut s'attraper dans ces circonstances.

L'écart le plus bref entre le contact avec le virus et l'apparition des verrues est d'un mois et demi. La moyenne est de quatre à six mois. Le virus peut cependant passer des années sur la peau sans se déclarer. Au contraire de celui de l'herpès, il n'entre jamais dans le sang. On ne sait encore s'il peut se transmettre par le sperme.

Les condyloles se traitent par divers procédés chimiques ainsi que par électrocoagulation et au laser. On soigne aussi au laser les lésions précancéreuses du col de l'utérus.

Les victimes des deux sexes peuvent ignorer leur infection par le virus du condylole. Le docteur Ferenczy mentionne que de cinq à dix p. cent des femmes de moins de 40 ans sont porteuses du virus. Il est dès lors impératif que les femmes sexuellement actives de tout âge se prêtent annuellement à un test de Pap pour détecter toute évolution cellulaire. Pour l'homme, le condom est de rigueur dans les activités sexuelles autres que monogames. N'oubliez pas non plus que le risque d'infection grandit avec le nombre des partenaires.

Les progrès de la science alertent tout le monde.

Y compris les touristes!

## TÊTES D'AFFICHE

## Guy Pinard



**A natole Maléporo** entreprendra demain à 9h30, devant l'hôtel de ville de Montréal, une marche de 613 km qui le conduira jusqu'au siège social de l'Organisation des Nations-Unies, à New York. Maléporo marchera 43 km par jour, pour commémorer le 43<sup>e</sup> anniversaire de l'UNICEF. A son arrivée à New York, le 15 mai, il doit rencontrer **Javier Perez de Cuellar**.

**Jean-Claude Margot**, docteur en théologie renommé pour ses traductions bibliques, parlera des « critères d'une traduction de la Bible en langage contemporain » demain à 14h, au 625,

rue Sainte-Catherine ouest. Renseignements: 848-9777.

Le lancement de **Sénab, architecte du dieu vivant**, une oeuvre conjointe du professeur d'histoire **Michel Guay** et de l'écrivain **Jean Bernier**, aura lieu demain à 17h, au pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM.

Le professeur d'arts plastiques **Jean-Guy Gagné** a accepté la présidence d'honneur du vernissage des sérigraphies de **Pier Dion**, qui se déroulera demain à 20h, au 30, rue Saint-Antoine sud, à Granby.

**Danielle Roger**, auteur de *L'oeil du délire*, sera l'invitée

d'Yves Gauthier, d'Henri Tranquille et des Gens du livre demain à 20h, au 3814, rue Saint-Denis (à noter le changement d'adresse). Renseignements: 747-5226.

Le gala bénéfice des « Journées de la musique française » aura lieu demain à 20h, sous le haut patronage de **François Bujon de L'Estang**, ambassadeur de France au Canada, et de **Kathleen Verdon**, du comité exécutif de la Ville de Montréal. Les artistes invités seront **Colette Boky**, **Joseph Rouleau**, **Yuli Turovsky** et **Guy Vanasse**, qui seront accompagnés au piano par **Pierre Jasmin**.

L'Association des restaurateurs du Québec élitait récemment son conseil d'administration pour l'année 1989-90, formé des personnes suivantes: **Raymond Puyau**, président; **Remo B. Pompeo**, vice-président; **Nicola Cortina**, trésorier; **Jean-Pierre Beauquier**, secrétaire; **Michel D'Amours**, **Félix Hercé** et **Michel Pelland**, directeurs; **Charlemagne Le Houllier**, président sortant, et **Bernard Fortin**, vice-président exécutif.

**René Charette**, le père **Fernand Lindsay** et **Paul Dupont-Hébert**, respectivement président, directeur artistique et di-

recteur général du Festival international de Lanaudière, dévoileront la programmation du festival de 1989 mercredi à 12h30, à la chapelle du Bon-Pasteur de Montréal.

La comédienne **Andrée Boucher** a accepté de présenter **Yvan Labelle**, auteur de *Si mes glandes m'étaient contées...*, lors du lancement de ce livre publié aux Éditions Fleurs sociales mercredi à 17h, à l'hôtel Holiday Inn Crowne Plaza.

Le lancement du recueil de nouvelles *Ce que disait Alice*, de

**Normand de Bellefeuille**, aura lieu mercredi à 17h, à la librairie Hermès. Renseignements: 274-3669.

La psychologue **Colette Juvenet** et la travailleuse sociale **Diane Latendresse** parleront de stress et de famille mercredi à 19h, à la bibliothèque municipale de Saint-Léonard, dans le cadre de la Semaine de la santé mentale. Renseignements: 252-1030.

A MARDI



PHOTO ROBERT NADON, La Presse

## Collectionneur de «jukeboxes»

Collectionneur de «juke-boxes», **Serge Boissonneau** pose près d'une des plus belles pièces de sa collection, qu'il exposait récemment au complexe Desjardins.

La corporation Le Festival d'Anjou Inc. procédait récemment à la nomination de son nouveau conseil d'administration, formé de **Denis Durand** (notre photo), président; **Bernard Roy**, vice-président; **Martine L. Tremblay**, secrétaire; **José Cabral**, trésorier; **Michel Bolduc**, **Richard Frigon** et **Rosaire Nault**.

Le grand jour approche pour l'architecte **Phyllis Lambert**. C'est en effet mardi à 10h, qu'aura lieu l'avant-première (l'inauguration officielle est prévue pour le 16 mai) de l'ouverture des nouveaux bâtiments et des expositions inaugurales du Centre canadien d'architecture, érigé sur les terrains environnant la maison Shaughnessy, boulevard René-Lévesque. Ce centre n'aurait jamais vu le jour sans la détermination de Mme Lambert à préserver la maison Shaughnessy de la démolition.

«Rénovation de la prison du parc des champs de bataille». Tel est le thème retenu par l'architecte **Pierre Bouvier** pour la conférence qu'il prononcera mardi à 20h, à la villa Bagatelle de Sillery, sous l'égide du Conseil des monuments et sites du Québec, dans le cadre de la série «La restauration démythifiée».

## PERSONNALITÉ - MYSTÈRE

Gracieuseté de la Corporation et du Salon des métiers d'arts du Québec

La grande majorité des quelque 540 participants à ce petit concours a reconnu **Marthe Fleurant** dans son costume tout en plumes qu'elle portait lorsque la photo fut prise il y a 20 ans, mais sa grande ressemblance avec **Ginette Sage** a malheureusement incité beaucoup de participants à opter pour cette dernière. Parmi les bonnes réponses, **Odette Gravel**, secrétaire de l'éditeur-adjoint de *La Presse* a tiré au sort les noms des dix derniers finalistes du mois: **Mme M. Bisailon**, de Saint-



Jean-sur-Richelieu; **Madeleine Bouchard**, de Saint-Léonard; **Louise Bossi**, d'Entrelacs; **Yvonne Charest**, de Montréal; **Claude Chiasson**, d'Anjou; **Réjeanne Laramée**, de Beloeil; **Huguette Lecavalier**, de Montréal; **Léonie Picard**, d'Outremont; **Blanche de Repentigny**, de Saint-Hubert; et **Guy Sévigny**, de Montréal. Puis, parmi les 26 finalistes, Mme Gravel a tiré au sort le nom de **Léonie Picard**, de l'avenue Rockland, à Outremont, qui a correctement identifié **Marthe Fleurant**. Cette personne recevra un bon d'achats de \$200, gracieuseté de la Corporation et du Salon des métiers d'art du Québec, ainsi que de *La Presse*. Le prochain tirage aura lieu le 26 mai. Les participants peuvent tenter leur chance aussi souvent qu'ils le veulent, mais chaque enveloppe ne peut contenir plus de cinq bulletins.

La personnalité-mystère de cette semaine est plus ou moins facile à identifier selon que le baseball vous intéresse ou non. On peut dire de cette personne qu'elle joue souvent au géant d'estrade. Si vous reconnaissez cette personne, écrivez à TÊTES D'AFFICHE, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H2Y 1K9, en joignant la date de parution.



## Montréalités

## Pourquoi ne pas revoir toute la signalisation, question d'améliorer la circulation?

## MARIANE FAUREAU



Pourquoi ne pas éliminer tous les virages à gauche dans les artères est-ouest comme c'est le cas pour la majorité des artères nord-sud? Ou encore ne conserver que les virages jugés absolument essentiels, mais en les dotant d'une signalisation adéquate?

De fait, pourquoi ne pas revoir la signalisation à la grandeur de la ville, question d'améliorer la circulation? Voilà le souhait d'un lecteur qui a écrit une longue lettre au maire Doré à ce propos, et qui nous en a adressé une copie.

M. Gaston Marois en a marre de se faire répéter que la question est à l'étude, toutes les fois qu'il aborde ces questions avec le maire, aux émissions de radio où ce dernier est invité. «Ce n'est pas en restant assis derrière un pupitre qu'ils (les fonctionnaires) peuvent constater les faits», dit-il.

Il donne quantité d'exemples où, comme automobiliste, il juge la signalisation mal faite: virages à gauche non protégés, virages à gauche interdits aux grandes intersections, mais permis à la rue suivante, ce qui ralentit tout autant le trafic.

Et que dire des panneaux indiquant les noms de rues, illisibles tellement les lettres sont petites (l'espace disponible étant rogné par le logo de la ville), placés tantôt à gauche, tantôt à droite. Il envie Toronto où ces panneaux sont éclairés, placés à hauteur raisonnable et aux quatre coins de l'intersection.

Il compare également la signalisation de Montréal à celle des municipalités voisines où débouchent nos rues: c'est le jour et la nuit, assure-t-il. Ce n'est pas à Saint-Léonard ou à Saint-Laurent qu'on trouverait des indications de la route 20 menant... sur la Montagne, des panneaux cachés derrière des poteaux, des feux pas du tout synchronisés, etc.

Bref, si l'interdiction du stationnement dans les artères commerciales aux heures de pointe est un premier pas dans la

bonne direction, estime ce lecteur, la révision de la signalisation en serait un autre absolument essentiel. Et l'interdiction généralisée des virages à gauche non protégés serait une bénédiction.

## DES CORRECTIONS QUI TARDENT

C'est bien beau contester l'évaluation foncière de sa propriété et obtenir une réduction substantielle... sur papier. Mais si la ville de Montréal n'en tient pas compte sur son état de taxes suivant, à quoi cela sert-il d'avoir eu gain de cause?

C'est la question que pose une lectrice. Le Bureau de révision de l'évaluation foncière (BREF) avait réduit de \$171 000 à \$123 000 la valeur de sa propriété, le 5 décembre dernier.

Mais sur son compte de taxes de 1989, reçu en mars, la valeur de sa maison est montée à \$177 000. Elle doit à nouveau se rendre au BREF, remplir un formulaire, s'absenter de son travail pour plaider sa cause, etc. Tout cela, parce que le service municipal chargé de la taxation n'a pas tenu compte de la correction.

«Quel droit de plainte ont donc les contribuables? demande-t-elle. Celui de faire rire d'eux? De recommencer chaque année des démarches longues et coûteuses pour eux et pour la société?»

Et ce n'est pas tout. Des contribuables qui ont, comme elle, eu gain de cause l'an dernier, attendent toujours le chèque de remboursement des taxes payées en trop à la ville de Montréal.

En plus de payer des taxes, en 1989, sur une évaluation grossière par rapport au jugement obtenu en 1988, ils doivent payer ce compte avant même d'avoir reçu de la ville le remboursement de ce qu'ils ont payé en trop en 1988.

À l'hôtel de ville, on indiquait que le remboursement de taxes de 1988 ne sera fait qu'à la fin d'avril. Avec les intérêts. Ne serait-il pas plus équitable de rembourser ces sommes dans les 30 jours (délai de paiement des comptes)?

Et d'inscrire immédiatement au dossier du contribuable la nouvelle évaluation indiquée par le BREF?

## FINANCES STABLES DES PARTIS

Les rapports financiers des partis politiques de Montréal pour l'année 1988 indiquent que les deux principaux partis sont en assez bonne position financière.

Le RCM finit l'année avec un excédent de \$165 589. Ses disponibilités à la fin de l'exercice 1988 sont de \$219 122, soit trois fois plus qu'en 1987.

C'est le seul parti à avoir recueilli des dons anonymes (qu'il reprochait tant jadis au maire Drapeau) pour \$912. Les donateurs de plus de \$100 sont beaucoup plus nombreux qu'au Parti civique, et leurs contributions sont plus importantes. Le RCM a ainsi recueilli près de \$120 000 en dons, de la part de 250 personnes.

De son côté, le Parti civique a recueilli \$36 000 de la part de 145 donateurs. Parmi les principaux donateurs, figurent le conseiller démissionnaire du parti, Germain Prigent (\$750) et l'ancien chef, Claude Dupras.

Ce parti finit l'année 1988 avec des liquidités de \$194 000. Il s'agit d'une augmentation de plus de \$86 000 sur l'année précédente. Ses revenus ont plus que doublé par rapport à 1987 pour s'établir à \$51 259, et le parti termine l'année avec un solde de \$216 261.

L'Alliance démocratique municipale de Montréal, qui était dirigée par l'ex-conseiller Sofoklis Rasoulis, reconnu coupable de fraude, termine l'année 1988 avec un fonds de \$239, après avoir dépensé \$5 000 en fournitures de bureau et \$393 en remboursement de dépenses.

Le Parti municipal de Montréal, accrédité en décembre 1987, n'a recueilli ni dépensé un sou en 1988.

## CUEILLETTE DES ORDURES LE JOUR

Bientôt, la ville fera un essai: les vidangeurs ramasseront les ordures durant la journée, dans

De tels amas de débris disparaîtront sous peu. La grande campagne annuelle de nettoyage et de propreté de la ville commence demain.

PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

le centre-est de Montréal, et non plus le soir, comme cela se fait partout dans la ville.

Ce n'est qu'en juillet que cette expérience pourra entrer en vigueur, après le renouvellement de contrats des entreprises de ramassage des déchets. Si l'expérience s'avérait concluante, indique-t-on à l'hôtel de ville, les ordures pourraient être ainsi ramassées de jour dans la plupart des rues résidentielles.

Dans les rues commerçantes, on continuerait à collecter le soir, afin d'éviter de nuire à la circulation.

Ce changement fera sans doute le bonheur des mères de jeunes enfants et des couché-tôt. C'est qu'on éliminera ainsi une source de bruit agaçant: les camions à déchets actionnant leurs mâchoires hydrauliques au moment où tout est tranquille.

Ce nouvel horaire serait d'autant plus utile que bon nombre de résidents ne se conforment pas au règlement interdisant de déposer les ordures avant 17 h. Ils les déposent à l'extérieur le

matin, et les sacs, souvent mal fermés, ont tout le temps d'être malmenés par les animaux ou les enfants, et leur contenu souvent se répand aux quatre vents.

## DE LA RUE À LA RUE

D'autre part, pourquoi la ville oblige-t-elle les résidents de certaines rues à mettre leurs ordures à la rue durant l'hiver, à la rue durant l'été? Pourquoi pas toujours à la même place et éviter ainsi les problèmes?

Ce changement saisonnier fait qu'il y a continuellement des déchets qui s'entassent dans la ruelle, l'hiver, alors qu'on ne les y ramasse pas. Et dans la rue l'été, alors qu'ils devraient se trouver dans la ruelle.

La ville envoie bien un petit billet, au printemps et à l'automne, pour aviser les résidents du changement de lieu de dépôt des ordures. Mais cet avis, peu clair, passe facilement inaperçu si on en juge par le nombre de contrevenants.

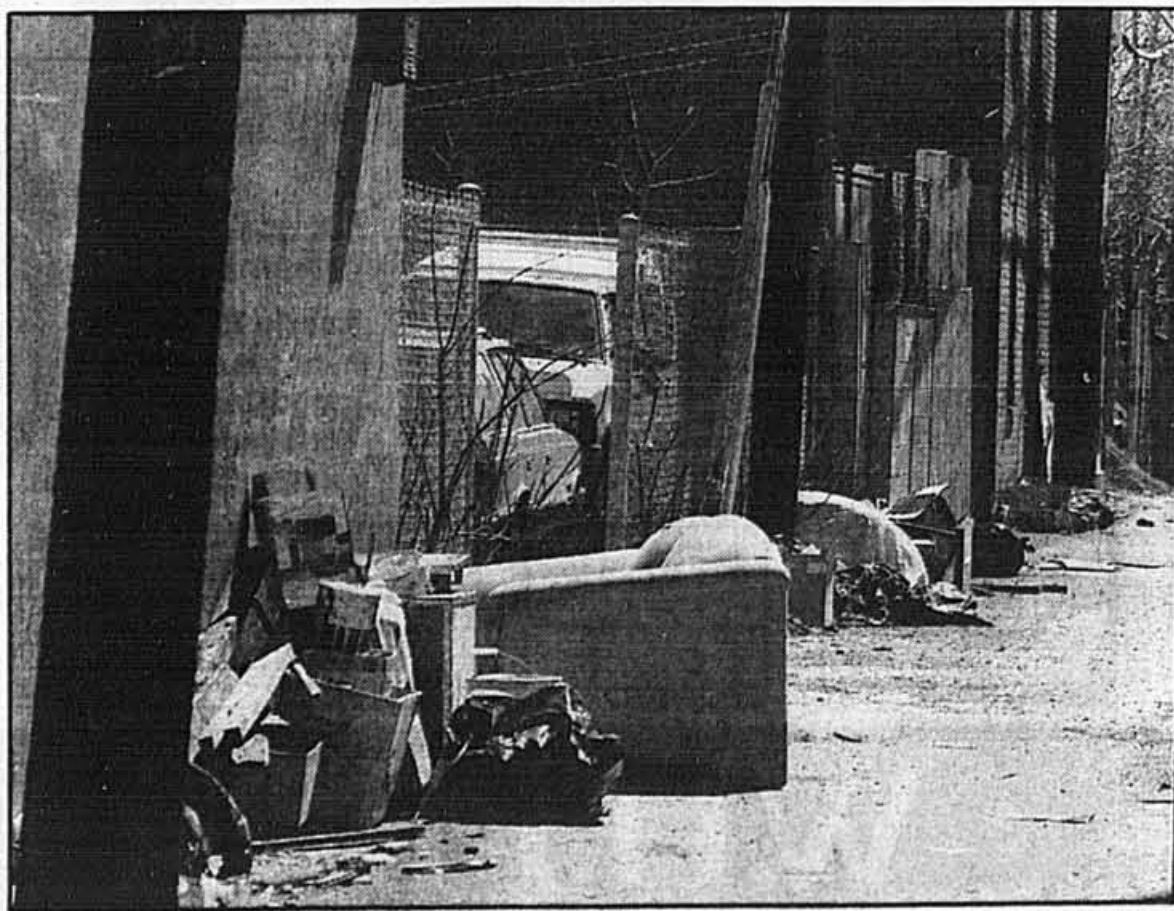
Quand ce n'est pas, comme on l'a vu cette semaine, des

éboueurs qui oublient de suivre les nouvelles directives!

Le conseiller Michel Prescott estime que cet avis aux résidents devrait être beaucoup plus coloré et plus grand, de manière à forcer l'attention. On devrait aussi, croit-il, pouvoir y lire le règlement sur les ordures et les pénalités qui s'y rattachent. A son conseil d'arrondissement, M. Prescott a promis d'y voir.

Pourtant, il serait tellement plus simple que le dépôt des ordures se fasse toujours au même endroit, indépendamment des saisons. Là où les ruelles ne sont pas déneigées l'hiver, qu'on dépose ses ordures à la rue toute l'année. Comme cela, on éviterait l'entassement de déchets au mauvais endroit.

Consolons-nous: c'est demain que la ville de Montréal lance sa grande offensive printanière de nettoyage et de propreté. Chacun est invité à se débarrasser des rebuts accumulés pendant l'hiver et les équipes municipales ramasseront, aspergeront, balayeront rues et ruelles.



# Appel au calme de Diouf alors que les pillards défient l'état d'urgence

d'après AFP, Reuter et UPI  
DAKAR

Alors que les pillards défiaient l'état d'urgence à Dakar, le président sénégalais, M. Abdou Diouf a appelé, hier soir ses compatriotes au calme et à la sérénité, dans un message très ferme au cours duquel il n'a pas caché la responsabilité des Mauritanais dans le début des incidents qui opposent les deux pays depuis le 9 avril.

Il a également annoncé que la journée du 3 mai sera une journée de deuil national au Sénégal. Les drapeaux seront mis en berne et les spectacles et réjouissances seront annulés, a annoncé le chef de l'Etat qui a appelé les chefs re-

ligieux à dire « des prières pour nos morts ».

Les témoignages des premiers réfugiés sénégalais de Mauritanie « dépassent en horreur tout ce qu'on aurait pu imaginer », a déclaré M. Diouf qui a rappelé s'être rendu vendredi matin au chevet du premier groupe de Sénégalais rapatrié de Mauritanie. Appelant à la fin de la « vendetta », le président Diouf a cependant indiqué qu'il ne pouvait pas imaginer qu'en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle « un traitement aussi inhumain et dégradant » puisse avoir été réservé aux Sénégalais de Mauritanie.

« Je comprends la peine et la colère que ressent le peuple sénégalais », a ajouté M. Diouf qui s'est

déclaré « indigné en tant que chef de l'Etat » et « blessé dans sa chair » en tant qu'homme. Le président sénégalais a « néanmoins » appelé au « respect de la personne humaine », et a indiqué que tout comportement anti-mauritanien au Sénégal pouvait « mettre en péril ceux des nôtres qui resteraient en Mauritanie ».

Le début des incidents sénégal-mauritaniens remonte au 9 avril date à laquelle des éleveurs mauritaniens et des paysans sénégalais étaient entrés en conflit sur une question de divagation de troupeaux. Depuis, la « vendetta » évoquée par le président Diouf a fait de 150 à 200 morts sénégalais et mauritaniens lundi et mardi en Mauritanie, et une quarantaine

de morts mauritaniens vendredi au Sénégal.

Par ailleurs, des milliers de jeunes Sénégalais ont défilé, hier, l'état d'urgence décrété, la veille, à Dakar et ont poursuivi le pillage des commerces tenus par des Mauritaniens, après deux jours d'émeutes ethniques qui ont coûté la vie à au moins 40 personnes. Selon certaines sources, on estime à 400 le nombre de Sénégalais tués en Mauritanie.

À Paris, le gouvernement français a décidé de mettre cinq avions à la disposition des deux pays pour permettre le rapatriement des étrangers. Le gouvernement français a lancé un « appel solennel » pour que « l'entente soit rétablie » entre toutes les communautés.

# Les résolutions de la Ligue arabe sont restées sans effet à Beyrouth

d'après AFP, Reuter et AP  
BEYROUTH

Bombardements isolés, voies de passage fermées, ports et aéroports paralysés: les résolutions de la Ligue arabe sont restées sans effet hier au Liban, au second jour de l'entrée en vigueur théorique du « cessez-le-feu définitif » décidé à Tunis.

M. Salim Hoss, chef du gouvernement à majorité musulmane soutenu par la Syrie, a cependant déclaré que « la situation doit se débloquer lundi, avec l'arrivée à Beyrouth des deux émissaires de la Ligue arabe ».

Mais l'instauration d'une trêve durable est menacée par le refus, jusque-là catégorique, du général Michel Aoun, chef du gouvernement de militaires chrétiens, de lever le blocus de fait imposé depuis le 6 mars par sa marine au ports « irréguliers » du sud de Beyrouth tenus par les milices pro-syriennes.

Le commandement des brigades de l'armée relevant du gouvernement Hoss a réaffirmé hier que la réouverture des voies de passage entre le « pays chrétien » et le reste du pays, ainsi que la reprise du trafic à l'aéroport de Beyrouth, dans un secteur sous contrôle syrien, « sont liées à la liberté de navigation sur toute la côte libanaise ».

De source politique pro-syrienne, on souligne que l'armée syrienne et les milices musulmanes ne desserront pas leur étau sur la partie orientale de la capitale libanaise tant que le gouvernement chrétien n'aura pas renoncé à prendre le contrôle des ports illégaux. C'est la décision du général Aoun de fermer ces ports qui avait déclenché, au mois de mars, les pires duels d'artillerie entre Beyrouth-est et Beyrouth-ouest.

On sait que le Conseil ministériel de la Ligue arabe a décidé « un cessez-le-feu définitif » et « la levée de tous les blocus imposés en mer, sur terre et dans les airs et la réouverture des voies de passage ».

Par ailleurs, Cheikh Sabah, le président du Comité de la Ligue arabe sur le Liban, a déclaré hier après son entretien avec M. Javier Perez de Cuellar, Secrétaire gé-

ral des Nations-Unies, qu'il lui avait demandé que l'ONU et le Conseil de sécurité exigent le retrait des forces israéliennes du Sud-Liban.

Cheikh Sabah Al-Ahmed Al-Jaber Al Sabah a ajouté que « la présence de l'armée israélienne dans une partie du Liban empêche actuellement une solution rapide du problème libanais ».

# Nouveau démenti de l'armée dans la controverse de Tbilissi

d'après AFP, Reuter et UPI  
MOSCOU

Le commandant en chef des forces armées soviétiques en Transcaucasie, le général Igor Rodionov, a démenti de nouveau hier que l'armée ait utilisé le 9 avril à Tbilissi des « moyens chimiques » à l'encontre des manifestants, tout en soulignant que des unités du ministère de l'Intérieur disposaient de « moyens chimiques lacrymogènes ».

Ce démenti du général Rodionov intervient au moment où un représentant du Parti communiste dans la capitale géorgienne in-

diquait que 32 personnes avaient été hospitalisées vendredi à Tbilissi avec des symptômes d'empoisonnement. Quatre d'entre elles sont dans un état grave; on croit savoir qu'elles avaient transporté des fleurs contaminées qui avaient été déposées devant la Maison du gouvernement en guise de protestation à la suite de la brutale dispersion du 9 avril.

Les gaz utilisés lors de cette dispersion sont au centre d'une polémique. Le ministre géorgien de la santé, M. Irakli Menagarichvili, avec d'autres officiels géorgiens, a accusé les forces de l'ordre d'avoir utilisé des gaz innervants.

Lors de son intervention à la télévision soviétique, le général Rodionov a ajouté que l'armée n'avait tout d'abord pas de tels « moyens chimiques » et n'avait pas reçu pour « mission » d'en utiliser.

Les unités spéciales du ministère de l'Intérieur disposaient par contre de « moyens chimiques lacrymogènes », a poursuivi le général Rodionov en soulignant que la « population » devait connaître notamment « l'action » que pouvait avoir les « moyens spéciaux » dont peuvent disposer les unités spéciales du ministère de l'Intérieur.



Une caricature dénonce le « riche » bureaucrate confortablement installé sur le dos du « pauvre » enseignant.

# Dialogue de sourds entre Pékin et les étudiants

d'après AP, AFP, UPI et Reuter  
PÉKIN

Les étudiants de Pékin ont rejeté, hier, les conditions formulées par le gouvernement à l'ouverture d'un dialogue et ont constitué un syndicat indépendant chargé de faire aboutir leurs revendications. En fait, un dialogue de sourds s'est instauré hier entre le gouvernement chinois et les étudiants de Pékin, ces derniers démentant formellement l'ouverture de discussions annoncée avec force publicité à la télévision et à la radio d'Etat.

« Les revendications des étudiants en faveur d'une accélération de la démocratisation du pays, l'approfondissement des réformes et la répression de la corruption sont parfaitement en accord avec la politique du gouvernement », a affirmé le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Mu lors d'un débat avec quarante-cinq « représentants » de seize universités.

L'événement a été présenté par la télévision comme « la première rencontre » avec les étudiants depuis le début de l'agitation » consécutive à la mort le 15 avril de l'ex-secrétaire général du PCC, M. Hu Yaobang.

Cependant, plusieurs dirigeants étudiants de l'université de Pékin, Beida, ont réaffirmé hier soir qu'ils considéraient comme nul et non avenue tout dialogue qui s'ouvrirait sous les auspices de la fédération officielle des étudiants, désavouée par les contestataires.

Lors du face à face de plus de trois heures retransmis in extenso par la télévision, dans une nouvelle tentative du gouvernement pour désamorcer

la crise, M. Yuan Mu a pris soin de souligner qu'il était mandaté par le Premier ministre, Li Peng, cible des plus virulentes attaques des étudiants contestataires.

Le porte-parole a déclaré avoir été dépêché pour « expliquer la situation » et recueillir « les suggestions et les critiques » des étudiants. Par ailleurs, la télévision a fait état hier d'un éditorial à paraître aujourd'hui dans le *Quotidien du Peuple* qui constitue un nouvel appel à l'ordre et au dialogue. « La stabilité de la nation constitue une priorité absolue », y répète notamment l'organe du PCC en demandant aux étudiants de mettre immédiatement un terme à leur grève des cours entrée hier dans son sixième jour. Le PCC craint, en effet, que l'agitation ne dégénère en un chaos digne de la Révolution culturelle.

De leur côté, les dirigeants étudiants réunis à Beida discutaient de l'organisation pour aujourd'hui d'une grande première: l'élection « démocratique » de délégués ayant pour mandat d'engager le dialogue sur la démocratisation du régime. De sérieuses divergences sont toutefois apparues à propos du bien-fondé de cette initiative.

Les demandes formulées par les étudiants, mais sur lesquelles il n'y a pas encore eu d'accord définitif, portent sur le droit de manifestation et d'association, la liberté de la presse, la liberté d'expression, l'accélération des réformes démocratiques, le châtiment des fonctionnaires corrompus, la publication des revenus des dirigeants, l'augmentation des crédits à l'éducation et les excès de la police pour la brutalité de certaines répressions.

# Paraguay : une répétition générale en vue des véritables élections en 93

Agence France-Presse  
ASUNCION

Les élections présidentielles et législatives qui se dérouleront demain au Paraguay légaliseront le régime de « transition vers la démocratie » issu du coup d'Etat militaire qui a mis un terme le 3 février dernier aux 35 ans de dictature d'Alfredo Stroessner. Nul ne doute en effet à Asuncion que les électeurs confirmeront le nouvel homme fort du pays, le général Andres Rodriguez, dans les fonctions présidentielles qu'il occupe depuis trois mois à titre « provisoire ».

Domingo Laino, chef du Parti libéral radical authentique (PLRA, centriste), le mieux placé des sept candidats qui lui donneront la réplique, ne peut espérer recueillir, selon les sondages, qu'entre 20 et 25 p. cent des suffrages. Elevé au rang de héros populaire pour avoir débarrassé le pays du « tyran », Rodriguez bénéficie en outre de la structure politique héritée de la dictature grâce à l'appui du tout-puissant Parti Colorado (populiste) qui exerce ou soutient le pouvoir depuis 43 ans sans interruption.

Les indignations d'une opposition réduite au silence pendant tout ce temps et qui n'est sortie de son ghetto que depuis trois mois n'a, à l'évidence, pas tempéré l'euphorie de liberté qu'expriment l'immense majorité des Paraguayens.

Certains des vices dénoncés sont pourtant criants. Le propre responsable du Comité électoral central, Expedito Rojas, a reconnu que les listes électorales comportaient vraisemblablement six cent mille inscriptions frauduleuses ou erronées. Un pourcentage énorme pour un corps électoral officiellement établi à 2,2 mil-

lions de citoyens. « Le temps a manqué pour purger les listes », s'est-il excusé.

Pour y remédier, l'opposition a obtenu que chaque votant soit obligé, après avoir déposé son bulletin dans l'urne, à tremper son pouce dans une encre indélébile spécialement importée des Etats-Unis. A charge pour les délégués des partis présents dans les quelque 11 000 bureaux de vote de bien vérifier.

# La chasse a repris en Namibie

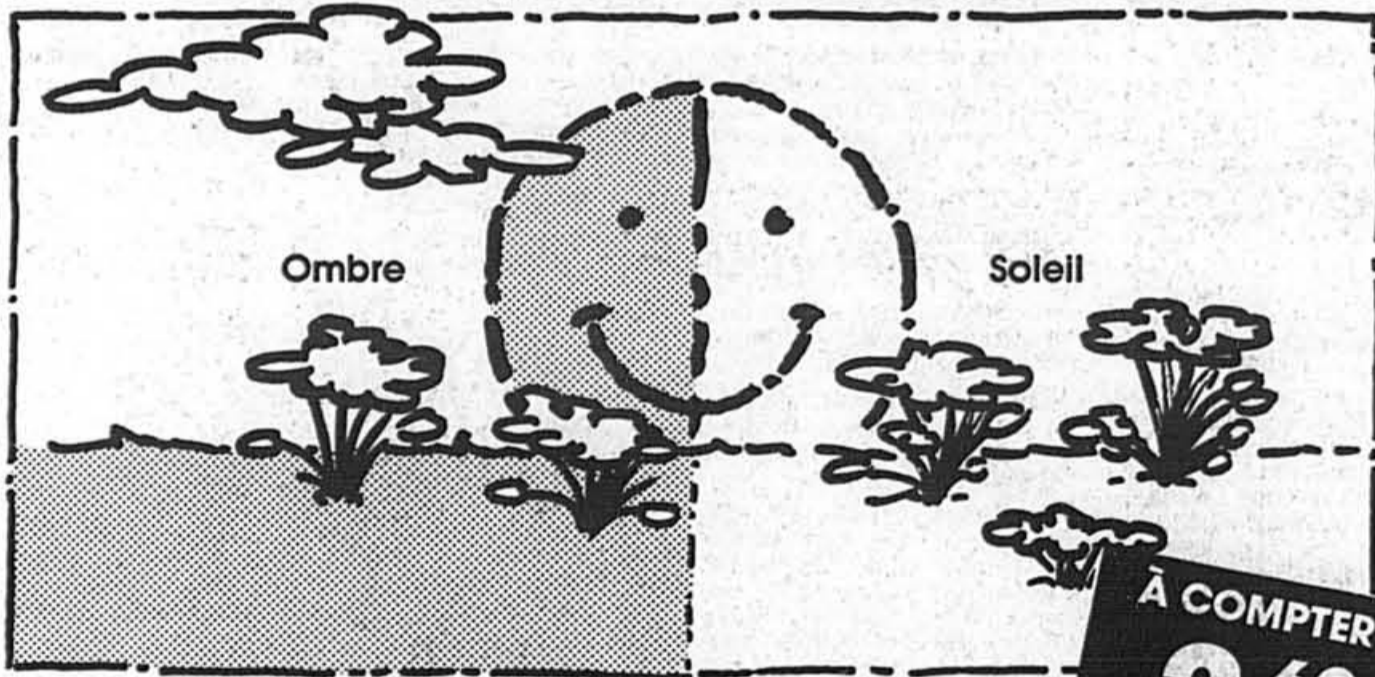
Agence France-Presse  
JOHANNESBURG

Les troupes de sécurité en Namibie ont été redéployées tôt hier dans le Nord du territoire, à l'expiration de la trêve de 60 heures accordée aux guérilleros de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest Africain (SWAPO) pour retourner en Angola.

La mobilisation de plus de 4 500 policiers et militaires a succédé à la réunion de deux jours, jeudi et vendredi, au Cap, de la commission tripartite de vérification des accords de New-York du 22 décembre dernier sur l'Afrique du Sud-Ouest.

La police et l'armée territoriales (encadrée par des Sud-Africains), a précisé la radio d'Etat sud-africaine (SABC), ont entamé tôt hier une « recherche systématique » des guérilleros qui se sont infiltrés en Namibie depuis le 1er avril dernier et s'y trouvent enco-

## Chaque vivace...



### ... a sa place

Économisez en plantant des vivaces. Elles repoussent à chaque année! Choisissez parmi plus de 600 variétés de vivaces pour l'ombre, le soleil, les rocailles, les plates-bandes, etc, etc, etc...

À COMPTER DE  
**2,69\$**

Engrais pour rosiers C-I-L

**2,75\$**  
rég.: 4.09\$



**2\$** de rabais sur nos rosiers pré-emballés.

Plus de 75 variétés, hybrides de thé, grandifloras, floribundas, grimpants et rustiques.



**OUVERT LE DIMANCHE**  
de 10h00 à 16h30

Laval  
440  
315 boulevard  
332-3610

Boisbriand  
2000 rue Dubois  
640  
435-2182

**HEURES D'OUVERTURE**  
Lundi, mardi, mercredi 9h à 18h  
Jeudi, vendredi 9h à 21h  
Samedi 8h30 à 17h  
Dimanche 10h à 16h30

Valide du 24 au 30 avril 1989.

# W.H.PERRON

Pour qu'ça pousse en beauté

Religion

# Des chrétiens engagés réclament la priorité pour le logement social



JULES BÉLIVEAU

Des chrétiens engagés socialement dans six quartiers économiquement faibles de Montréal et réunis avec plusieurs autres intervenants sociaux et membres de groupes populaires dans un organisme ayant pour nom «La Table de concertation Justice et Foi de Montréal», réclament que le logement social, avec prise en charge des personnes sur leur milieu de résidence, devienne le point numéro 1 de la politique du logement de l'administration municipale montréalaise.

de la Ville de Montréal ouvre la porte à une accentuation des conséquences et des coûts sociaux déjà énormes.

En plus de réclamer que le logement social soit considéré comme le point numéro un de sa politique du logement, la Table de concertation demande à la Ville de Montréal qu'elle élargisse la propriété collective que sont les terrains et bâtiments lui appartenant, de même que les coopératives d'habitation et les HLM.

## UN APPUI MASSIF A YOUSSEF MOUAMMAR

Après avoir été l'objet d'un désaveu formulé il y a quelques semaines par des groupes musulmans québécois et dont il a été fait mention ici-même le 9 avril, le directeur général de la fondation internationale musulmane du Canada, M. Youssef Mouammar, a reçu un appui massif de la part d'un nombre imposant de personnes et d'organismes musulmans non seulement de la région de Montréal, mais également d'endroits tels que les États-Unis, la Gadeloupe, l'Angleterre, le Zaire, l'Inde et la Nouvelle-Calédonie.

Des documents remis ces derniers jours à *La Presse* témoignent de ce qui semble être pour le moins un malentendu, qui aurait d'ailleurs provoqué quelques remous dans les communautés musulmanes de la région de Montréal. Des mosquées et des organismes dont les noms avaient été inscrits au-dessous de la déclaration dénonçant M. Mouammar affirment qu'ils n'ont jamais été consultés à ce sujet.

C'est ainsi qu'un communiqué de presse signé notamment par les responsables du Centre islamique du Québec et des mosquées montréalaises Al Nour et Fatima souligne que M. Mouammar «est considéré et reconnu comme un représentant d'une institution musulmane qui bénéficie de toute la crédibilité, la confiance et du respect des principales mosquées de Montréal et du Québec».

Un texte qu'auraient par ailleurs signé 2 354 personnes disant fréquenter régulièrement les mosquées de la région de Montréal, déclare au sujet de la Fondation internationale musulmane du Canada et son équipe de direction présidée par M. Mouammar: «Nous les appuyons sincèrement et nous les respectons lorsqu'ils parlent de l'Islam au nom des musulmans.»

Dans le mémoire qu'elle a produit en guise de réponse à l'énoncé de politique d'habitation de la Ville de Montréal, la Table de concertation Justice et Foi de Montréal insiste fortement sur le fait que les individus et les ménages locataires, désavantagés par la hausse marquée des valeurs immobilières, paient de diverses façons la note de ce phénomène et risquent, si rien n'est fait, de demeurer les seuls à en pâtir.

Il y a deux ans, la Table de concertation Justice et Foi avait publié un document intitulé «Se loger à Montréal — un long cri d'inquiétude». Ce texte avait reçu l'appui du cardinal Paul Grégoire et avait servi d'instrument d'animation dans divers quartiers et diverses paroisses et communautés religieuses de Montréal.

La Table de concertation rappelle que les locataires constituent 75 p. cent de la population de Montréal. «Soixante-trois mille de ces personnes, souligne l'organisme, paient plus de 50 p. cent de leurs revenus pour se loger. En 1986, 39 p. cent des locataires payaient plus de 30 p. cent de leurs revenus pour se loger, alors que le nombre de ces personnes était de 30 p. cent en 1981.»

Selon la Table de concertation, en privilégiant l'accès à la propriété à un trop petit nombre de personnes (9 000 ménages sur une période de cinq ans) et en ne parvenant pas à faire profiter de ses politiques éventuelles d'autres personnes que celles de la classe moyenne et de la classe moyenne supérieure, l'énoncé

RANDONNÉE

# Visiter une industrie, pourquoi pas?

NORMAND CAZELAIS  
collaboration spéciale

Les industries font partie du paysage du Québec. Il est normal qu'on soit tenté, au cours d'un voyage, d'aller voir de plus près et de l'intérieur à quoi ressemblent des usines, comment on s'y prend pour fabriquer des produits qui entrent, directement ou après plusieurs transformations successives, dans notre vie de tous les jours.

Visiter des usines, c'est se familiariser avec des technologies; c'est voir comment d'autres travaillent et dans quel cadre. C'est, pour cette raison, une façon bien particulière de découvrir comment des gens vivent dans leur quotidien. C'est une façon de mieux connaître et comprendre les régions qu'on visite.

La semaine dernière, nous avons vu comment les centrales d'Hydro-Québec dans la région de Baie-Comeau, qui sont des usines de production électrique, tiennent une place importante dans les activités touristiques de la Côte-Nord. Nous pourrions allonger la liste en parlant d'autres centrales ailleurs au Québec, comme celles de Beauharnois, de Rivière-des-Prairies, de Shawinigan ou même de la centrale nucléaire de Gentilly, qui attirent chaque été un nombre considérable de visiteurs.

Mais il n'y pas que ces centrales à visiter. De nombreuses autres

entreprises industrielles, grosses ou petites, ouvrent les portes de leurs usines aux personnes intéressées. Elles le font pour mieux faire connaître leurs produits, pour soigner leur image et aussi pour contribuer à la promotion touristique des régions où elles sont implantées.

C'est ainsi qu'on peut faire le tour du parc portuaire et industriel de Bécancour, descendre au fond d'une mine en Abitibi, apprendre comment s'élaborent des vins «québécois» à Saint-Hyacinthe, visiter une filature dans les Cantons de l'Est, une aluminerie au Saguenay, une usine de papier-journal sur la Côte-Nord, une fa-

brique de gâteaux en Beauce ou de meubles au cœur des Bois-Francs. Certaines visites peuvent entraîner des sensations particulières: avez-vous déjà, par exemple, humé le «fumet» qui se dégage des cuves d'une brasserie ou d'une usine de transformation de poissons?...

En règle générale, ces visites sont gratuites; certaines cependant ne sont accessibles qu'aux groupes. Certaines associations touristiques régionales (qu'on appelle plus familièrement des ATR), je pense entre autres à l'ATR de la Montérégie (1-358-5555) qui couvre une bonne partie du territoire de la Rive-Sud

metropolitaine, ont mis sur pied des programmes et forfaits incluant des visites industrielles de groupe.

Pour s'assurer des conditions d'admission et des heures de visite, il suffit d'appeler à l'avance aux entreprises concernées ou encore à l'ATR de la région. Chacune des ATR possède un répertoire des visites industrielles qui se font sur son territoire. La lecture de la rubrique «Quoi faire» peut également s'avérer fort utile: en effet, nombre d'organismes et de clubs font ainsi connaître les destinations de leurs prochains voyages de groupe dans les divers coins du Québec.

## Bon à savoir

NORMAND CAZELAIS  
collaboration spéciale

Le ministère du Tourisme du Québec distribue gratuitement dans ses divers kiosques d'information un brochure-couleurs intitulée *Vacances d'été*. En 77 pages, elle propose des séjours à Montréal et Québec, six circuits en région, des séjours de villégiature, des vacances de chasse et de pêche, des voyages d'aventure et de grande nature.

Vous planifiez une vacance dans la région de Hull. Procurez-vous la *carte du parc de la Gatineau* que distribue gratuitement la Commission de la Capitale nationale du Canada (161, avenue Laurier ouest, Ottawa-Hull, K1P 6J6). Présentée sous forme de dépliant, elle indique la localisation des principaux points d'intérêt et lieux d'activités, et suggère des randonnées à vélo et des promenades panoramiques.

Fondé en 1979, *Kéroul* est un organisme sans but lucratif voué à la promotion du tourisme pour personnes handicapées; il y en a 268 000 au Québec. Songuide *Accès Tourisme* répertorie les équipements et les lieux d'activités qui leur sont accessibles en voyage. Renseignements: (514) 252-3104.



## YARD-MAN

N'êtes-vous pas content d'avoir attendu?

MODÈLE 12.5/38  
LUBRIFICATION PRESSURISÉE  
CONSOLE ÉLECTRONIQUE

venez voir nos modèles 89

Plan de FINANCEMENT



Comptez sur nous!

3 ANS GARANTIE LIMITÉE

LES PRODUITS YARD-MAN SONT EN VENTE CHEZ:

BEAUHARNOIS Atelier de réparation Roger Daigneau 429-6124	ILE PERROT Moto de l'île 453-8663	ST-CYRILLE DE WENDOVER Autoneige Bourgeois 397-5627
BELLEFEUILLE Belletta Sport Enr. 436-6758	JOLIETTE Petits Moteurs C. Charette 756-8844	ST-DAMASE Y. Laroux Sport 797-2281
BERTHIER Garage André Garceau 836-3967	LACHINE Dynamic Cycle & Sports Ltée 637-2581	ST-DENIS Garage Bonin Ltée 787-2812
BLACKLAKE Mercier Marine Ltée 423-5517	LAC SAGUAY J. & R. Pilon Inc. 278-3235	ST-ÉLIE D'ORFORD Centre de Mécanique Poisson 562-1822
BROMPTONVILLE Atelier mécanique de Brompton 846-3991	MONTREAL Gazelle Sport 270-4191	ST-ESPRIIT Atelier Mini-Moteur 839-6295
CASSELMAN ONTARIO Lafleche Sales & Service 764-5406	NOTRE-DAME-DE-LAUS Quincellerie Vincent & Frères 787-2737	ST-JEAN-DE-MATHA Les Motoneiges Gero Inc. 886-3362
GRANBY Les Equipements Pontbriand 378-0046	RACINE Garage Pierre-Paul Lussier 532-2703	ST-JOVITE Garage Ulald Provost 425-3279 / 2345
GRANTHAM OUEST Location Yves Fréchette 472-1151	RICHMOND Les Equipements David Taylor 826-5101	STE-MARTINE Équipement Lazure & Riendeau 649-1297
GREENVILLE Marin L. Lowe 242-3306	ST-ANDRÉ-AVELLIN Les Equipements St-André 983-2229	STANSTEAD Pat's Mini-moteur Service 427-3612
HULL Atelier des Petits Moteurs Ro-Vo 777-4369	ST-BRIGITTE-DES-SAULTS Machineries Faucher Inc. 336-4929	UPTON Les Equipements Adrien Phaneuf 876-7207
IBERVILLE Moteur Michel Lague 347-2424	ST-CONSTANT Petits Moteurs St-Constant 632-9001	VALLEYFIELD Léonce St-Louis Réparations 549-5811

DISTRIBUÉ AU QUÉBEC PAR: Les distributions RVI Itée 2955, J.-Baptiste-Deschamps, Lachine, Qc H8T 1C5 Tél: (514) 636-0620

# La pyrale du maïs bientôt maîtrisée

Presse Canadienne  
QUÉBEC

Des chercheurs sont sur le point de trouver une façon de débarrasser les cultivateurs de la pyrale du maïs, affirme le professeur Jeremy McNeil, de l'université Laval à Québec, qui, après dix ans de travaux, croit qu'il atteindra son but dans trois ou quatre ans.

M. McNeil envisage comme outil l'utilisation des matières pathogènes, des parasites ou des prédateurs, mais croit que la solution du problème de la pyrale du maïs, comme pour bon nombre d'autres insectes, reposera sur l'utilisation des phéromones, ces sécrétions qui ressemblent aux hormones, mais qui sont rejetées hors du corps.

En entomologie, les phéromones peuvent être comparées à un parfum produit par un insecte pour attirer un insecte de l'autre sexe dans le but de s'accoupler. Chaque espèce d'insecte produit son propre parfum. Normalement, mais pas toujours, c'est la femelle qui l'émet.

La chimie permet maintenant d'identifier quel insecte produit telle phéromone. Il est alors facile d'attirer ces insectes en imbibant cette phéromone d'un piège de colle. La technique des phéromones ouvre la porte à plusieurs utilisations surprenantes.

On peut, par exemple, vérifier la présence d'un insecte dans un édifice simplement en posant des pièges à phéromone à chaque étage.

## L'indispensable et l'utile en vélo

Cet été, peut-être deviendrez-vous à votre tour un adepte du cyclotourisme. Si la moitié des foyers canadiens possède une bicyclette, pourquoi pas vous? N'oubliez toutefois pas de vous procurer aussi certains accessoires utiles, sinon essentiels, avant d'entreprendre vos randonnées.

Les profanes croient généralement que le cyclisme est un passe-temps peu onéreux une fois que la bicyclette est payée. Mais certains accessoires peuvent augmenter singulièrement l'importance de l'investissement.

L'équipement offert est varié et comprend à peu près tout, des vêtements de cyclisme aux moniteurs informatisés. Mais selon certains spécialistes, vous devriez songer d'abord à protéger votre corps et votre véhicule. Les casques de cyclisme et les cadenas comptent parmi les accessoires indispensables. Et vous ne gagnerez rien en vous montrant trop économe pour choisir l'un ou l'autre.

Si vous avez dépensé entre \$150 et \$3000 pour vous procurer un élégant vélo à dix vitesses ou une robuste bicyclette de montagne, vous ferez preuve de la prudence la plus élémentaire en vous procurant une bonne serrure de sécurité pour protéger votre investissement.

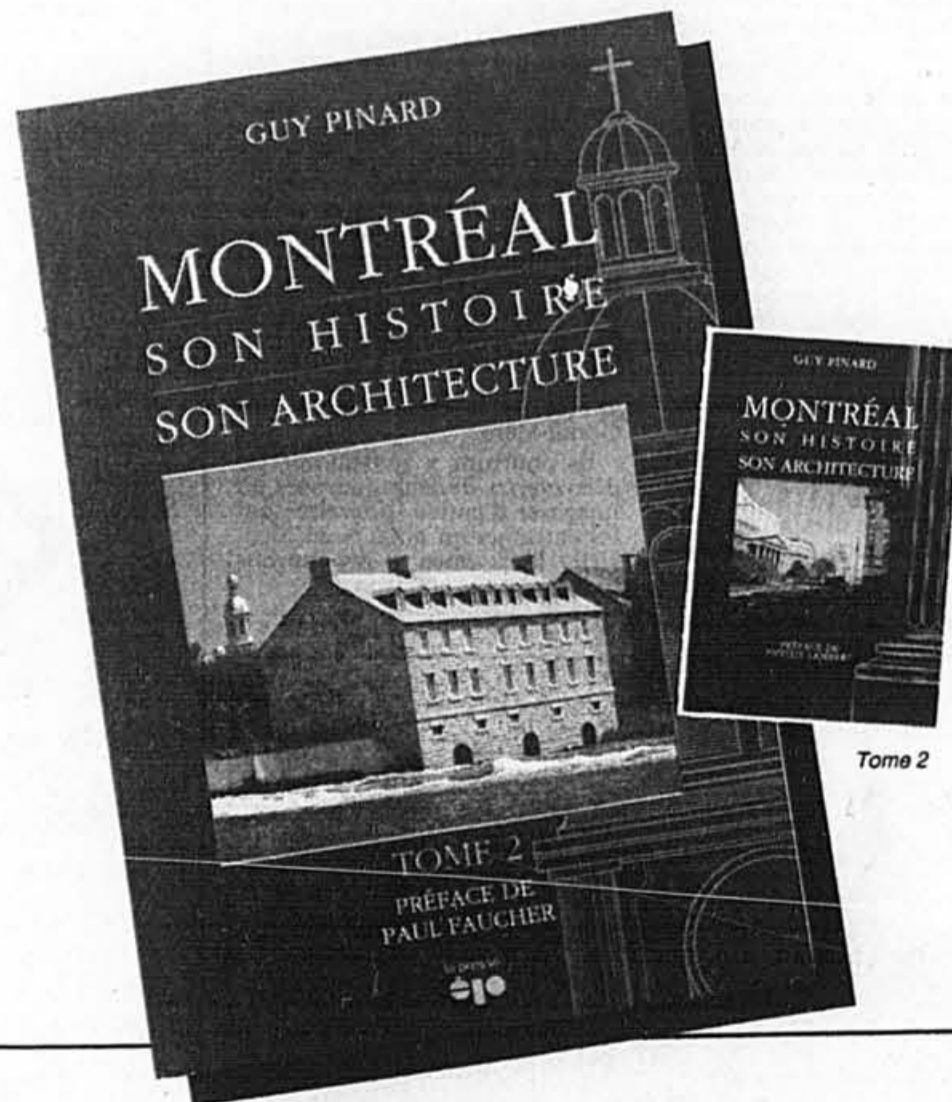
### Cadenas à anse

Les cadenas à anse, qui coûtent de \$20 à \$80, sont ceux qui se vendent le mieux. Les meilleurs modèles, notamment ceux de marque Kryptonite, qui sont à l'origine du produit, sont tellement résistants qu'il est pratiquement impossible de les sectionner avec un coupe-boulons.

Les cadenas traditionnels à câble et à chaîne, d'autre part, peuvent être sectionnés en quelques secondes à l'aide de bonnes cisailles.

Comme pour les cadenas, le consommateur doit accepter de payer plus cher pour obtenir qualité et protection lorsqu'il achète un casque de cyclisme, qui coûte de \$40 à \$95.

# Un document d'une richesse exceptionnelle!



Voici le deuxième tome de *Montréal, son histoire et son architecture*, regroupant la deuxième tranche de 50 articles (soit les numéros 51 à 100) de la série «Rendez-vous 92» publiée dans *La Presse du dimanche*. À la différence des articles déjà parus dans le journal, le présent

livre contient beaucoup plus de photos, cartes et croquis (630 en tout), sans oublier de multiples textes complémentaires et huit index.

424 pages.

29,95\$

éditions  
la presse.

## LA LANGUE BIEN PENDUE

PAR LA SOCIÉTÉ DES TRADUCTEURS DU QUÉBEC

La Presse du dimanche offre avec plaisir à ses lecteurs. La langue bien pendue, chronique conçue et réalisée par la Société des traducteurs du Québec, afin d'aider les citoyens en toute simplicité à s'exprimer et à écrire plus facilement. La source de la chronique est identifiée chaque semaine en fin de texte.

# Lorsque rien ne va plus

L'expression anglaise «out of order» peut se traduire de plusieurs façons, selon les circonstances:

- 1) **Hors d'usage, hors (de) service:** les expressions hors d'usage et hors (de) service signifient «qui n'est plus en état de servir, hors d'état de fonctionner, de donner son rendement, de produire son effet». C'est donc dire que l'objet en question est usé au point de devoir être considéré comme inutilisable (machine à écrire depuis longtemps hors de service, magnétophone hors d'usage);
- 2) **En dérangement:** le dérangement est le «dérèglement accidentel qui empêche l'intercommunication entre des postes» (lignes téléphoniques en dérangement) ou le «dérèglement d'un mécanisme de pré-

cision» (dérangement d'un chronomètre);

3) **Dérégulé:** dérégulé signifie «dont l'ordre, le fonctionnement a été troublé» (machine dérégulée, mécanisme dérégulé; appétit dérégulé, pouls dérégulé);

4) **Panne:** une panne est un «arrêt de fonctionnement fortuit d'une machine» (panne de moteur, d'automobile, d'ascenseur), un «manque accidentel d'alimentation» (panne de courant, d'essence);

5) **Défectueux:** on qualifie de défectueux «ce qui n'a pas les qualités requises, ce qui présente des imperfections, des défauts» (machine défectueuse, outil défectueux);

SOURCE: Domtar. Traduction et linguistique, *Info-terminologie*, novembre/décembre 1984, par Lise Brunet.

EN VENTE PARTOUT

## VACANCES

### La Mauricie, une région que trop souvent on traverse sans s'arrêter...



**NORMAND CAZALAI**  
collaboration spéciale

La Mauricie est une de ces régions qu'on traverse pour aller au Lac-Saint-Jean, à Québec et même plus loin. Une région que trop souvent on traverse sans s'arrêter. Et pourtant...

Le circuit reliant Grand-Mère à La Tuque compte parmi les plus beaux du Québec. Et des moins connus. La route 155 colle littéralement au Saint-Maurice que les Indiens appelaient Métaberoutine («nappe d'eau exposée à tous les vents»): elle suit durant 115 kilomètres les sinuosités de cette rivière tantôt calme, tantôt bouillonnante, toujours plaisante à l'oeil. A certains endroits, on a presque l'impression que la route va se confondre à la rivière tant elle s'en approche.

Dans le bloc compact des vieilles montagnes usées des Laurentides, le Saint-Maurice, avec la patience des millénaires, a découpé des caps et des falaises, érodé des versants, arrondi des anses, effilé des berges. Par endroits, la rivière a creusé un défilé aux remparts impressionnants dont les teintes changent avec la couleur du jour. Le spectacle est particulièrement fascinant les jours de pluie lorsque le rideau de l'humidité redessine les formes du paysage. C'est toutefois un plaisir qui a son prix car conduire en ces moments-là constitue un exercice qui exige une attention de tous les instants.

Au printemps, un véritable fleuve de billots flotte sur les eaux. Libres ou retenus par des «booms», ils descendent des hivers et des forêts vers les papeteries de Grand-Mère, de Shawinigan et de Trois-Rivières plus en aval, vers les «moulins» comme on dit encore. L'air lui-même répand l'odeur de bois mouillé de cette «pitoune» si chère à notre imagerie québécoise mais si dommageable pour nos rivières. Ce pays a vu naître Félix Leclerc: on pourrait presque y entendre le vent siffler dans les bouleaux l'air de La drave ou de MacPherson...

De loin en loin, la 155 traverse des villages tranquilles, Grandes-Piles, Saint-Roch-de-Mékinac, Rivière-Mattawin, Grande-Anse, Rivière-aux-Rats (ainsi appelée en raison de l'abondance des rats musqués), Lac-à-Beauce, avant d'atteindre La Tuque: quelques maisons, des bars-hôtels locaux, des églises modestes et souvent des pancartes et affiches publicitaires rappelant que depuis longtemps la chasse et la pêche tiennent une place importante dans la vie de la région.

À Grandes-Piles, où autrefois les Indiens pilaient le maïs sur de grandes pierres plates, le musée du Bûcheron (819-538-7895) est ouvert du 1er juin au 1er octobre. Il évoque le temps des pionniers: la Cookerie, le Campe, le Moulin à scie, la Forge ainsi que d'autres bâtiments de bois rond et une vaste collection de photographies anciennes permettent de retrouver une époque qui n'était encore qu'hier. Le prix d'entrée y est de \$5 pour les adultes (réductions aux enfants, étudiants et groupes).

À Rivière-Mattawin, un bac franchit la rivière et donne accès à la réserve faunique du Saint-Maurice: quelques voitures y prennent place (11\$ aller-retour) et, en une dizaine de minutes, le tour est joué. Au passage, on peut parfois saluer des canoteurs qui, à grands cops d'aviron, filent dans le sens du courant. De la ma-

rina de Saint-Jean-des-Piles, cette fois-ci sur la rive ouest du Saint-Maurice, le petit bateau des Croisières Saint-Maurice (819-538-3523) propose, du début mai à la fin octobre, des excursions vers Grand-Mère ou le parc national de la Mauricie (819-536-2638).

Cette propriété fédérale, administrée par Parcs-Canada, couvre une superficie de 210 milles carrés. L'une de ses entrées est située un peu au-delà de Saint-Jean-des-Piles. La plus fréquentée est cependant celle de Saint-Gérard-des-Laurentides: un kiosque d'information permet de se renseigner sur le parc et ses activités, d'y rencontrer les animateurs, d'assister à une projection (gratuite) sur les attraits et caractéristiques du parc, de réserver des emplacements de camping et de déambuler dans un mini-musée qui reconstitue des habitats naturels ou la vie des Indiens et des bûcherons d'antan.



Une route-promenade, d'une soixantaine de kilomètres, pavée mais très sinueuse et ondulée, traverse le parc de part en part, desservant les aires de pique-nique et camping, les belvédères d'observation et les plages des lacs à la Pêche, Caribou, Wapizagonke et de bien d'autres nappes d'eau où les sportifs de tout âge peuvent s'adonner au canot-camping en suivant des itinéraires nombreux et variés. Des concessionnaires, accrédités par les autorités du parc, louent sur place les embarcations et le matériel nécessaire.

L'un des principaux objectifs du parc est de favoriser la régénération de la forêt mixte laurentienne, allant feuillus et conifères (notamment les grands pins), qui occupait autrefois le territoire et d'y protéger la faune qui y vit. Des sentiers, balisés et jalonnés de pancartes explicatives, sillonnent les différentes parties du parc: ils donnent l'occasion à leurs utilisateurs d'entrer en contact avec cette forêt et de mieux connaître les diverses espèces végétales qui la composent. Et, bien sûr, de faire un peu d'exercice...

Les couples, les individus ou les familles qui ne sont pas tentés par les joies du camping peuvent aisément trouver à se loger aux alentours du parc. Ils peuvent, par exemple, louer des chalets à la semaine ou même pour un week-end au pied de la station de ski de la Vallée du Parc (appeler l'Association touristique régionale à 1-800-567-7603 pour en avoir la liste) ou prendre une chambre (et de bons repas) à l'auberge Le Flore (819-538-9340) à Sainte-Flore, village qui fait maintenant partie de la municipalité de Grand-Mère.

Ils pourront y remémorer les découvertes de leurs journées ou imaginer d'autres itinéraires qui les entraîneront ailleurs en Mauricie. Mais nous y reviendrons plus tard dans la saison...

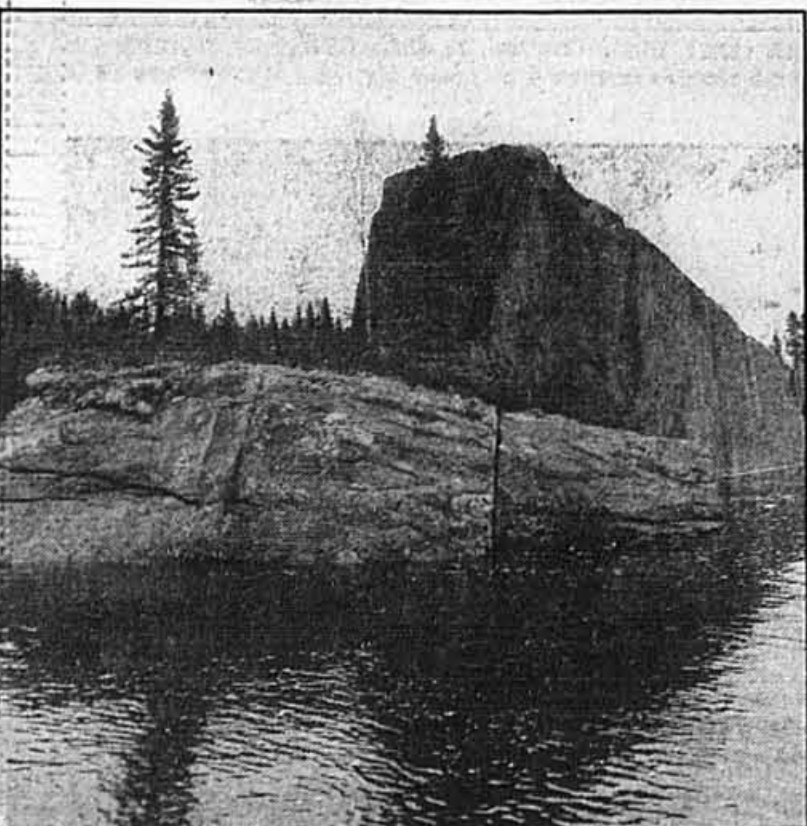
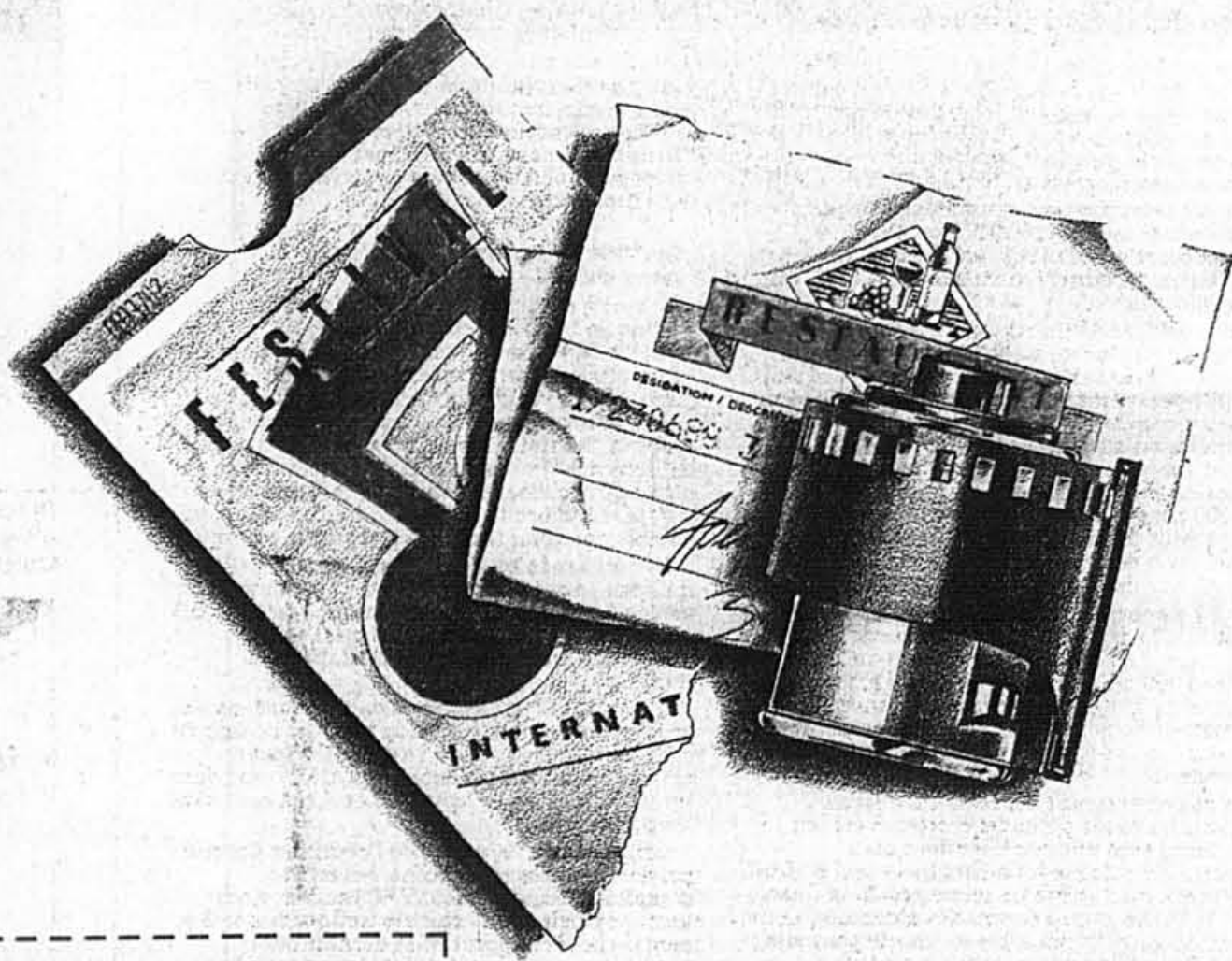
SUITE DES INFORMATIONS EN B 7



A Rivière-Mattawin, un bac franchit la rivière et donne accès à la réserve faunique du Saint-Maurice.

PHOTOTHÈQUE La Presse

**AVEC**  
**47 MUSÉES,**  
**150 SALLES DE SPECTACLES**  
**ET DE CINÉMA,**  
**2 840 BARS ET**  
**DISCOTHÈQUES,**  
**3 520 RESTAURANTS**  
**29 FESTIVALS...,**  
**LE QUÉBEC, C'EST LES**  
**VACANCES.**



Le rocher «Steamboat» dans la réserve de Saaint-Maurice

Obtenez gratuitement la brochure DESTINATION QUÉBEC - vacances d'été en retournant ce coupon à:  
Tourisme Québec, C.P. 20 000, Québec (Québec) Canada G1K 7X2.  
Ou téléphonez sans frais au 873-2015 (pour la région de Montréal),  
1-800-361-5405 (d'ailleurs au Québec)  
en demandant l'opérateur(trice) 151.

Nom \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

*Le Québec, c'est les vacances.*

